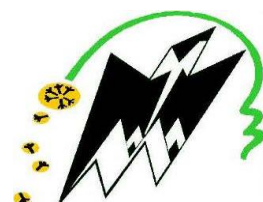




REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE



UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES

ET DES SCIENCE DE GESTION

DEPARTEMENT DES SCIENCES COMMERCIALES

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme

de MASTER en sciences commerciales

Option : Finance

Thème:

**Diagnostic financier comme outil de mesure
de la performance dans l'entreprise :
Cas de l'entreprise nationale ENIEM**

Réalisé par :

**KEBIR NASSIM
SLAMANI YACINE**

Dirigé par :

M^{me} REMIDI DJOUMMANA

Membres de jury :

Président : M^r CHENNANE AREZKI, Maître de conférences à l'UMMTO

Examineur : M^r KHEFFACHE SOFIANE, Maître assistant classe A à l'UMMTO

Rapporteur : M^{me} REMIDI DJOUMMANA, Maître assistant classe A à l'UMMTO

Promotion : 2016-2017

Remerciement

Nous tenons à remercier tout d'abord notre directrice de recherche, Madame REMIDI, pour sa patience, ses remarques et ses conseils, sa disponibilité et sa bienveillance. Qu'elle trouve ici le témoignage de notre profonde gratitude.

Ensuite, nous tenons à remercier notre encadreur Monsieur TAIBI pour son soutien tout au long de notre stage pratique au sein de l'ENIEM.

Nous voudrions également remercier les membres du jury pour avoir accepté d'évaluer ce travail et pour toutes leurs remarques et critiques, ainsi que le personnel et les enseignants de la faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion pour avoir contribué à notre formation. Nous tenons aussi à remercier notre chef de spécialité Monsieur CHENNANE pour son soutien inestimable. A tous nos enseignants qui nous ont initiés aux valeurs authentiques.

Merci à vous tous

Dédicace

Je dédie ce travail :

A la mémoire de mes grands parents.

A ceux qui ont sacrifiée jour et nuit pour mon bonheur et ma réussite.

Aux personnes que j'aime le plus.

A mes merveilleux parents.

La source de tendresse, de force, qui n'a pas cessé de m'en encourager.

*Je vous remercie d'avoir fait de moi la personne que je suis devenue,
j'espère que vous serez toujours fière de moi.*

*A mes sœurs avec qui j'ai grandi : Sabiha et Samia, et avec qui j'ai partagé
tant de moments et a qui me ont souhaitées un avenir radieux et plein de
réussite.*

Que Dieu vous préserve et vous garde pour moi.

A tous mes amis, avec qui j'ai partagé les moments de stress et de joie.

Particulièrement « Dyhia »

A toute la promotion de finance qu'elle que soit étudiants et professeurs.

A tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Nassim

Dédicace

A mes très chers parents
A Mes petits frères adorés
Mes amies et famille

Yacine

Les abréviations

AC : Actif circulant

AI : Actif immobilisé

BFR : Besoin de fonds de roulement

CA : Chiffre d'affaire

CAF : Capacité d'autofinancement

CBC : Concours bancaire courant

CCP : Compte courant postale

CR : Compte de résultat

DCT : Dettes à court terme

DLMT : Dettes à long et moyen terme

EBE : Excédent brut d'exploitation

FP : Fonds propres

FR : Fonds de roulement

HT : Hors taxe

KP : Capitaux permanents

MC : Marge commerciale

RC : Résultat courant

re : Rentabilité économique

rf : Rentabilité financière

RN : Résultat net

SCF : Système comptable financier

SIG : Soldes intermédiaires de gestion

T : Trésorerie

VA : Valeur ajoutée

VD : Valeur disponible

VE : Valeur d'exploitation

VR : Valeur réalisable

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Diagnostic financier.....	04
Section 01 : Généralités sur le diagnostic et l'analyse financière.....	06
Section 02 : Analyse et diagnostic à partir des états financiers.....	12
Section 03 : Le diagnostic à travers les ratios.....	27
Chapitre II : Notions et caractéristiques de la performance.....	33
Section 01 : Concept de la performance de l'entreprise.....	35
Section 02 : La typologie de la performance	39
Section 03 : La performance financière	42
Chapitre III : cas pratique : l'ENIEM.....	51
Section 01 : Présentation et organisation de l'ENIEM.....	53
Section 02 : Diagnostic financier de l'activité à partir des états financiers de l'ENIEM.....	64
Section 03 : Analyse de la performance financière de l'ENIEM à travers les ratios.....	78
Conclusion générale.....	85
Bibliographie.....	88
Liste des tableaux, schémas et graphes.....	91
Annexes.....	94
Tables des matières.....	104

Introduction générale

Introduction générale

Face à la mondialisation que nous vivons aujourd'hui, les multinationales et les grandes firmes imposent, par leur compétitivité, une concurrence rude pour les entreprises locales. Donc, une tenue d'une gestion plus rationnelle et plus précise est plus que nécessaire afin de prévenir les différents risques de l'environnement dans lequel ces entreprises évoluent.

En effet, les entreprises, notamment algériennes, doivent répondre aux critères de performance (efficacité, efficience et pertinence) pour être de taille avec leur rivales sur le marché des biens et services. Pour ce faire, les dirigeants sont tenus d'élaborer des stratégies pertinentes et pérennantes grâce à des informations concernant l'environnement dans lequel l'entreprise évolue.

Pour assouvir ce besoin d'information, les dirigeants font appel à l'analyse financière, cette dernière vise à formuler un diagnostic sur l'entreprise : mesurer sa rentabilité, son niveau d'endettement, sa solvabilité, apprécier l'équilibre des masses pesantes dans le bilan ainsi que toute évaluation nécessaire à la survie de l'entreprise. L'analyse financière nécessite la maîtrise des connaissances acquises en comptabilité générale et comptabilité des sociétés afin d'être apte à exploiter les documents de synthèse que sont le bilan et les comptes résultat.

Objectif de la recherche

Du fait que toute décision financière passe par l'analyse d'un ensemble de techniques et de facteurs issus des résultats appelés diagnostic financier, l'objectif de notre travail de recherche est la mise en œuvre d'un diagnostic financier dans une entreprise nationale cas ENIEM en essayant d'analyser sa situation financière en s'interrogeant sur sa rentabilité, sa solvabilité, sa performance et croissance, afin d'identifier ces forces, ses faiblesses, ses opportunités et ses menaces. Nos objectifs visés à travers cette étude est de :

- Connaître les fondements et les limites des instruments de l'analyse financière.
- Montrer que l'analyse financière est un élément important dans la démarche d'analyse de la performance financière des entreprises.

Introduction générale

Problématique et hypothèses de la recherche

Notre questionnement tout au long de ce travail sera de comprendre la relation entre le diagnostic financier et la mesure de la performance des entreprises. Autrement dit,

Le diagnostic financier est-il suffisant pour apprécier la performance d'une entreprise?

Afin de répondre à cette question principale, il convient de poser les questions secondaires suivantes :

Question 01 : qu'est ce qu'un diagnostic financier ?

Question 02 : qu'est ce que la performance financière ?

Question 03: comment mesurer la performance d'une entreprise ?

Pour tenter de répondre aux questions posées nous avons construis les hypothèses suivantes :

Hypothèse 01 : Le diagnostic financier est efficace au terme de mesure de la performance financière.

Hypothèse 02 : Le diagnostic financier, grâce aux indicateurs et aux ratios, permet d'apprécier la situation financière de l'entreprise.

Hypothèse 03 : le diagnostic financier n'est pas suffisant, à lui seul, pour donner une image exhaustive de la performance de l'entreprise.

Pour répondre à cette problématique, nous nous sommes penchés sur le cas de l'entreprise nationale d'électroménager ENIEM, sise à Oued-Aissi, Tizi-Ouzou.

Méthodologie de recherche

Tout travail scientifique doit suivre une voie rationnelle et objective appuyé sur différentes méthodes et techniques pour aboutir à des faits concluants. Pour répondre à la problématique, nous recourrons dans un premier temps à la méthode analytique permettant de

Introduction générale

définir le cadre conceptuel mobilisé dans cette recherche. Nous tenterons de définir le diagnostic financier puis nous donnerons les principales approches mettant en œuvre ce type de diagnostic. Notre démarche s'appuiera sur une synthèse des indicateurs objectifs et subjectifs qui permettent de développer un diagnostic performant. Dans un deuxième temps, nous proposerons une étude de cas de l'entreprise ENIEM pour tenter de mettre à l'épreuve la technique de diagnostic financier et son apport à l'analyse de la performance des entreprises.

Plan de travail

Pour mener à bien notre recherche, nous avons structuré notre travail en trois chapitres. Le premier chapitre intitulé diagnostic de l'équilibre financier dans lequel nous traiterons l'aspect théorique de l'analyse financière et définirons les outils de base pour réaliser un diagnostic financier. Dans le second chapitre intitulé notions et caractéristiques de la performance, nous allons définir la notion de performance et ses différents types tout en se focalisant sur la performance financière. Intitulé présentation et analyse critique de l'ENIEM, le dernier chapitre nous permettra d'appliquer les méthodes énoncées dans les chapitres précédents dans un cas réel qui est celui de l'entreprise ENIEM.

Chapitre I :

Diagnostic

financier

Introduction du chapitre

L'analyse financière est apparue timidement aux USA après la crise économique de 1929, mais son application ne s'est réellement faite qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.

C'est une discipline simple et compliquée, qui fait référence à des notions que chacun peut appréhender : la rentabilité, autofinancement et la solvabilité. Elle peut se définir comme un ensemble de méthodes et d'outils destinés à porter un diagnostic dans une entreprise ou un groupe et à juger de leurs performances. Elle a connu au cours des dernières années une évolution rapide. Plusieurs raisons expliquent ce développement : les besoins de gestion des entreprises et des groupes, les développements de l'information financière, le développement à l'international des entreprises, l'importance donnée à la création de la valeur actionnariale....etc.

L'analyse financière est faite sur la base de documents comptables : bilan, comptes de résultats, annexes. Pour cela, le premier chapitre est consacré aux fondements théoriques de la démarche de l'analyse financière et le processus qui permet d'établir un diagnostic financier.

Section1 : généralités sur l'analyse financière

Au cours de cette section, nous présentons les différentes approches permettant l'appréciation de la situation financière de l'entreprise par les méthodes d'analyses, ainsi que leurs objectifs. Avant cela, une définition du diagnostic et de l'analyse financière de l'entreprise s'impose.

1.1. Définitions

Le diagnostic financier de l'entreprise évoque l'idée que l'entreprise ait dans sa structure et dans son fonctionnement des anomalies comparables à un organisme vivant.

1.1.1 Le diagnostic financier

Souvent utilisé en médecine, il est utilisé de plus en plus dans le domaine de gestion où le diagnostic de l'entreprise a fait l'objet d'étude de plusieurs spécialités. Plusieurs auteurs ont défini le terme diagnostic. Par exemple :

- Selon BROWN, « *le terme diagnostic est, en principe, réservé à la médecine. Cependant, dans l'industrie, on procède souvent à des analyses d'entreprises ayant pour but de faire ressortir leurs défauts...* ».¹
- Pour LORINI (1991), « *le diagnostic correspond à une capacité d'analyse et de compréhension de la performance, etc. diagnostiquer c'est de se rattacher aux causes. Bref, il s'agit d'identifier les leviers d'actions les plus efficaces* ».²

1.1.2. L'analyse financière

« *C'est une démarche qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable fournie par l'entreprise à destination des tiers ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance économique et financière, solvabilité du risque qu'elle représente pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements enfin, son patrimoine* ».³

¹ MARION A, « *le diagnostic de l'entreprise : cadre méthodologique* », Economica, Paris, 1993, p19.

² LORINI PH, « *le contrôle de gestion stratégique* », Dunod, Paris, 1991, p25.

³ JEAN PIERRE LAHILLE, « *l'analyse financière* », 2^{ème} édition, 2004, p01.

L'analyse financière constitue un ensemble de concepts, de méthodes, d'instruments, qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière d'une entreprise et à la qualité de ses performances.

- Selon R.Lavaud : « *l'analyse financière est un ensemble de techniques d'osculation qui doivent permettre au praticien de faire un diagnostic sur la santé d'une entreprise pour avancer un pronostic sur son évolution, voire proposer des remèdes au cas où cela apparaîtrait nécessaire* »⁴.

1.2. Le processus de diagnostic

Le processus de diagnostic est l'ensemble de quatre étapes successives qui définissent la démarche à suivre pour la réalisation d'un diagnostic.

1.2.1. La préparation du diagnostic

Elle comporte trois phases, à savoir : la définition des objectifs de la mission en fonction des finalités du diagnostic, la définition du plan d'intervention et la prise de connaissance de l'entreprise ou de l'unité à étudier.

1.2.2. La collecte des informations

Cette étape est cruciale, car la qualité de l'information recueillie détermine la pertinence du diagnostic. En effet, les informations disponibles orientent souvent l'analyse dans une direction, et l'absence d'information empêche au contraire certain axes de recherche.

1.2.3. L'analyse des informations

L'analyse des informations suppose un modèle d'analyse. En effet, il faut généralement repérer les symptômes, découvrir leurs significations et expliquer les causes de dysfonctionnement. Il faut donc un système de référence pour mettre à jour les écarts entre ce qui devrait être et ce qui est.

1.2.4. Les propositions

Dans cette étape, on propose des solutions techniquement et économiquement réalisables. Les solutions ne sont pas imposées mais prescrites : le choix définitif relève toujours de la responsabilité du chef d'entreprise. Ces solutions prescrites sont toujours

⁴ K.CHIHA, « *gestion et stratégie financière 2^{ème} édition* », édition Houma, Alger, 2006, p09.

chiffrées c'est-à-dire qu'elles doivent prendre en compte l'ensemble des coûts de la mise en œuvre.

1.3. Les objectifs du diagnostic financier

Le diagnostic financier s'intéresse, en premier lieu, à l'évaluation de la rentabilité, de la solvabilité, de la performance, de l'autonomie financière, de la flexibilité et du risque d'une entreprise⁵.

1.3.1. L'évaluation de rentabilité

Toute action économique a pour objectif d'obtenir des résultats à partir des moyens mis en œuvre par l'entreprise. Une action est jugée rentable lorsque les résultats réalisés sont supérieur aux moyens, c'est-à-dire s'il y a création d'un surplus monétaire.

1.3.2. L'appréciation de la solvabilité ou de l'équilibre financier

L'appréciation de la solvabilité ou du risque de la faillite constitue un thème fondamental de tout diagnostic financier. En effet, la solvabilité ou l'équilibre financier de l'entreprise traduisent l'aptitude éventuelle de cette dernière à honorer ses dettes au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance. Tandis qu'une situation d'insolvabilité amène l'entreprise à un risque de faillite et l'expose à la menace d'une disparition.

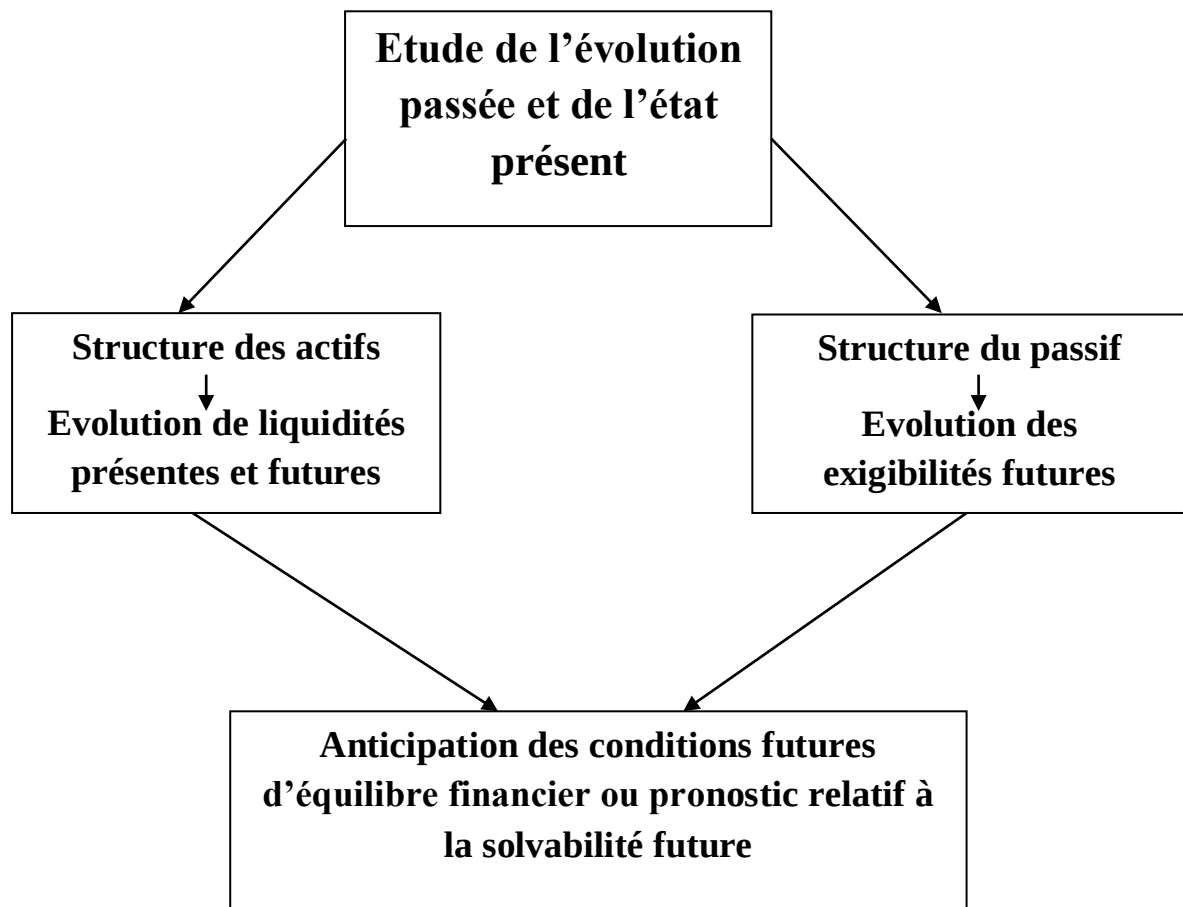
Le diagnostic financier doit ainsi procéder à une anticipation ou énoncer un pronostic sur l'évolution prévisible de l'entreprise, de sa situation financière et de ses équilibres financiers. Cela peut être réalisé grâce à :

-d'une part, l'étude de l'évolution passée des résultats et de la situation financière, qui permet de déceler des tendances lourdes susceptibles de se prolonger dans l'avenir.

-d'autre part, l'étude du bilan qui permet de comparer un état actuel des engagements (passif) et des liquidités prévisibles (actif).

Le principe d'analyse de la solvabilité peut être expliqué à l'aide du schéma suivant :

⁵ COHEN ELIE, « *gestion financière de l'entreprise et développement financier* », Edition EDICEF, Canada, 1991, p69-73.

Schéma N 01 : le principe d'analyse de solvabilité

Source : COHEN E., « *gestion financière de l'entreprise et développement financier, EDICEF* », Canada, p.70.

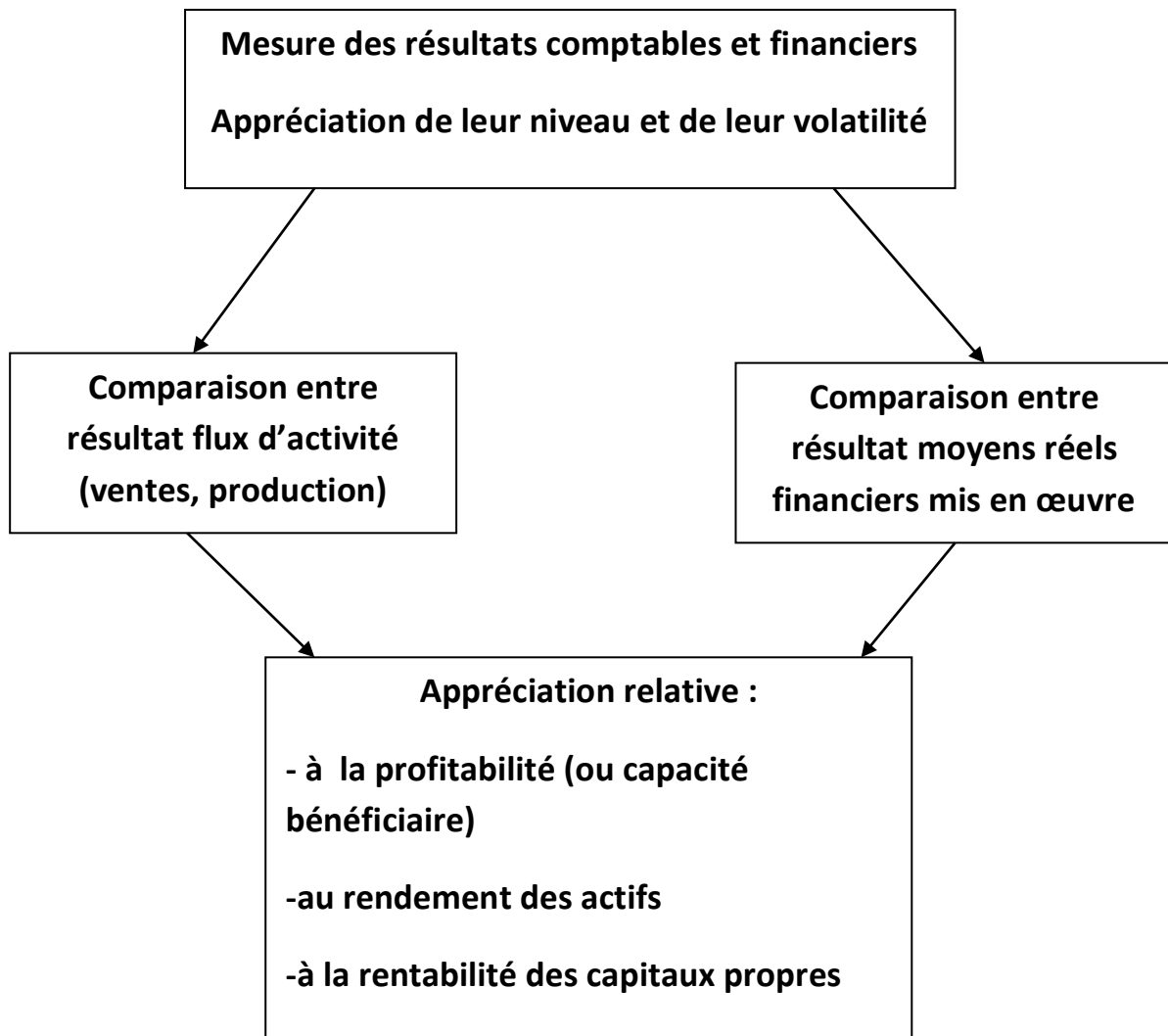
1.3.3. L'appréciation des performances financières

Pour apprécier les performances réalisées par une entreprise, il faut comparer les moyens mis en œuvres aux résultats obtenus. Ces derniers sont mesurés par des indicateurs de résultats.

La première tâche des analystes financiers consiste dans la mesure précise des résultats obtenus, ils doivent être comparés à des grandeurs de référence traduisant soit le niveau des opérations de l'entreprise, soit le montant des moyens engagés pour obtenir ces résultats.

Le principe d'analyse de la performance peut être donné sous forme d'un schéma comme suit :

Schéma N 02 : le principe d'analyse des performances



Source : COHEN E., « *gestion financière de l'entreprise et développement financier*, EDICEF », Canada, p.71.

1.3.4. L'autonomie financière

L'autonomie financière attire l'attention de tout dirigeant qu'il soit propriétaire ou simple salarié ; dans le but de contrôler et même de maîtriser les enjeux stratégiques opérationnels qui déterminent l'évolution de l'entreprise.

En effet, l'analyse de la structure et la répartition des éléments du passif entre fonds propres et dettes d'origines diverses, constitue une des caractéristiques qui traduit le mieux l'autonomie financière de l'entreprise.

1.3.5. La flexibilité financière

La flexibilité de l'entreprise traduit sa capacité d'adaptation face à des transformations inopinées de son environnement et de son cadre d'activités. Les aptitudes qu'elle requiert relèvent de toutes les dimensions de l'activité.

Pour ce faire, la flexibilité financière s'apprécie par rapport à la capacité que l'entreprise manifeste en matière de mobilisation rapide de liquidité. Ainsi, la détention d'une liquidité disponible immédiatement ou à terme permet de réagir sans retard à des opportunités d'investissement, à une opportunité commerciale et une opportunité stratégique. De même, elle peut permettre de faire face à une menace nouvelle.

Section 2 : Analyse et diagnostic à partir des états financiers

Dans cette section, nous présentons, en premier lieu, l'analyse à partir du bilan, et en second lieu, l'analyse de l'entreprise à partir des comptes de résultat.

2.1 A partir du bilan

Le bilan est un document comptable riche en informations sur l'état de santé de sa société, encore faut-il savoir décoder les chiffres. Evaluer le patrimoine de l'entreprise et réaliser une analyse et un diagnostic va nous permettre de rendre compte de la mise en œuvre des décisions d'investissement, de financement et du processus d'exploitation de celle-ci. L'approche se réfère à une vision globale des masses financières de l'entreprise qui donnent quelques éclairages pour interpréter et analyser les données.

2.1.1 Objectif

L'analyse à partir du bilan permet de répondre à deux questions :

- L'entreprise est-elle rentable ? Contrairement à la rentabilité (analyse des résultats par rapport au chiffre d'affaires), la rentabilité mesure la performance par rapport aux moyens mis en œuvre (moyens économiques inscrits à l'actif du bilan et moyen financiers inscrits au passif du bilan).

- La structure financière est-elle adaptée ? L'objectif ici consiste à s'assurer que les moyens économiques sont correctement financés et si le taux d'endettement est acceptable. Cette analyse conduit à établir un bilan fonctionnel, bilan mettant en évidence les flux financiers enregistrés au cours de la vie de l'entreprise.

Ce bilan permet de diagnostiquer, à partir des séries de ratios, le capital d'exploitation, ainsi que la structure financière de l'entreprise.⁶

2.1.2 Le bilan comptable

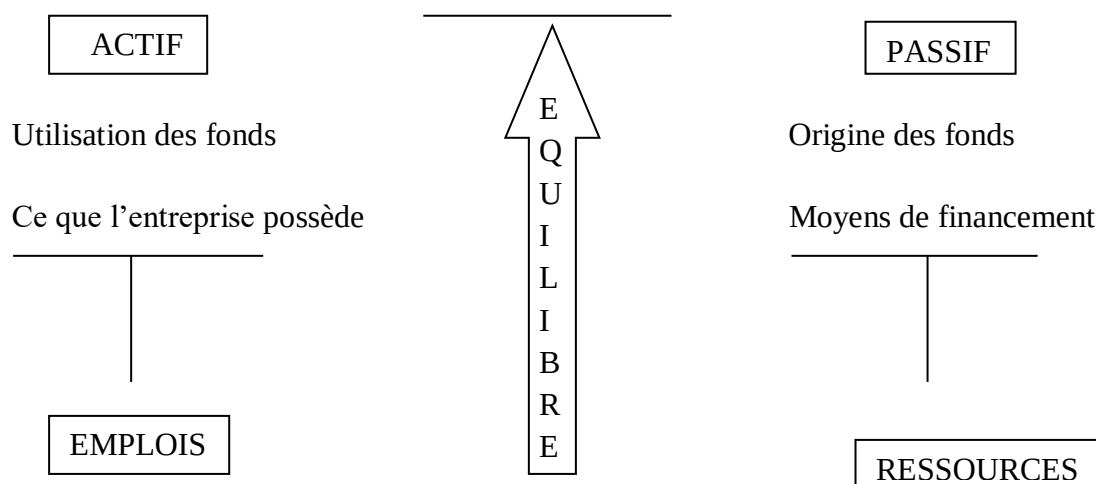
Le bilan comptable doit être considéré comme un cliché qui traduit la situation patrimoniale de l'entreprise à un moment donné. Il fournit un inventaire des emplois de toutes

⁶ www.e-tohero.net Z.M.F consulté le 20/09/2017.

natures (réels, financiers et monétaires) que l'entreprise possède ainsi que les ressources qui ont permis à leur financement.⁷

Cette règle entraîne une égalité fondamentale du bilan, l'équilibre des ressources (passif) et des emplois (actif)

Schéma N 03 : Schéma fondamental du bilan



Source : K.CHIHA, « *Finance d'entreprise, édition HOUMA* », Alger 2009, page 44

Le bilan donc est un outil privilégié pour l'analyste car il peut déterminer en détail l'origine des ressources et leur utilisation. Une étude détaillée de ses composantes permet ce travail.

2.1.3 Passage du bilan comptable au bilan fonctionnel

Afin d'assurer le passage du bilan comptable au bilan financier, il est nécessaire de faire certains retraitements pour les postes de bilan comptable. Ceux-ci doivent s'effectuer selon certaines règles.

2.1.3.1 Retraitement des postes de l'actif⁸

- Les actifs sans valeurs (fictifs) plusieurs postes de l'actif figurent seulement pour les raisons techniques comptables de l'équilibre de bilan, alors qu'ils sont des non valeurs. Ils sont éliminés de l'actif et retranchés des capitaux propres. Il s'agit

⁷ K.CHIHA, « *Finance d'entreprise édition HOUMA* », Alger 2009, page 44

⁸ Dov Ogien, « *Gestion financière de l'entreprise, Donud, Paris* », 2008, page 43

essentiellement de : frais d'établissement, frais de construction et frais de recherche et de développement. Ces éléments figurent aux investissements (investissement incorporels).

- Les charges à répartir sur plusieurs exercice : se sont des charge engagées par l'entreprise dans un exercice, mais cet exercice ne peut par le supporter seul. Ils seront imputés par parties à l'autre exercice (maximum cinq ans).
- Les primes de remboursement des obligations.
- Ecart ce conversion actif (pertes de change latentes).
- Les investissements : les valeurs d'origines peuvent ne pas refléter les valeurs actuelles du marché (vénales), la comparaison entre elles peut donner une différence, selon deux cas : Si la valeur nette comptable est supérieure à la valeur réelle : (moins value), elle est retranchée des capitaux propres ; Si la valeur réelle est supérieure à la valeur nette comptable (plus value), ces écart constatés sont ajoutés aux capitaux propres.
- Le fonds de commerce : par principe de prudence, certains auteurs préfèrent l'éliminer de l'actif. Il est retranché des capitaux propres.
- Les valeurs mobilières de placement : les titres de trésorerie sans délais et risque figurent généralement aux disponibilités (sauf indication).
- Les stocks de sécurité : la notion de stock de sécurité est une partie de stock (matières premières, produits fini...) immobilisée pour une éventuelle utilisation. Ils sont considérés comme des immobilisations financières.
- Les effets escomptés non échus : Ce poste correspond à la trésorerie perçue sur les effets escomptés avant l'échéance à une banque (effets remis à l'escompte). Pour apprécier l'importance des crédits accordés aux clients, le montant des EENE doit donc être réintégré dans les créances d'exploitation et les concours bancaire courant.
- La répartition du résultat : le résultat peut être affecté (après avoir épongé toutes les pertes précédentes et la quote-part des réserves légales) aux réserves, ou distribué aux actionnaires par le nombre d'actions détenues (dividendes).

2.1.3.2 Retraitement des postes du passif

- Les dividendes à payer : (la part des actionnaires du résultat) elles sont retranchées du résultat et reclassé aux dettes à moins d'un an (dettes à courts terme).

- Les dettes fiscales latentes sont reclassées aux dettes à courts termes, parce qu'elles ne sont pas réellement des fonds propres, mais des dettes à payer au fisc (redevances).
- Les provisions pour risque et charge selon échéances, elles sont classées aux : dettes à court terme ou à long terme.
- L'écart de conversion-passif : est ajouté aux capitaux propres (par principe de prudence, il est préférable de l'éliminer du passif).
- Les produits constatés d'avance selon leurs échéances, ils sont classés aux dettes à long terme ou à court terme.

2.1.4 Le bilan financier

Par définition, un bilan financier (fonctionnel) est une forme de bilan dans lequel les emplois et les ressources sont classés par fonction (investissement, financement, exploitation et hors exploitation). On ne parle pas, ici, d'actifs et de passifs mais d'emplois et de ressources.

Son objectif est d'analyser les masses présentes dans un bilan comptable mais sous un autre angle. En simplifiant à l'extrême, il indique : d'où vient l'argent et à quelles finalités il est employé.⁹

2.1.4.1 Utilité du bilan financier

Le bilan fonctionnel présente une certaine utilité puisqu'il permet d'analyser la structure financière d'une entreprise en comparant ses emplois (actifs) à ses ressources (passifs). Il met en évidence différents cycles ¹⁰ :

- Cycle durable : comparaison entre les investissements durables et les financements stables.
- Cycle d'exploitation : comparaison entre les stocks, les créances et les dettes relatives à l'exploitation.

⁹ K.CHIHA, « *Finance d'entreprise* », édition HOUMA, Alger 2009, page 49

¹⁰ Pierre RAMAGE, « *Analyse et diagnostic financier* », éditions d'Organisation, Paris, 2001, page 64

- Cycle hors exploitation : comparaison entre les créances et dettes diverses.
- Cycle de trésorerie : comparaison entre la trésorerie active et la trésorerie passive.

Il permet de mener ce que l'on appelle une analyse fonctionnelle afin de vérifier l'équilibre financier de la structure d'une entreprise. Un équilibre traduit par le fonds de roulement (FR), besoin de fonds de roulement (BFR) et trésorerie (T) que l'on traitera dans le point suivant.

Enfin, le bilan fonctionnel est le support de calcul de nombreux ratios financiers (couverture des emplois stables, autonomie financière, endettement net, liquidité générale, etc.). Ratios qui seront le sujet de la section suivante.

2.1.4.2 Structure du bilan financier

Le bilan financier comprend les emplois et les ressources:

A. Les emplois¹¹

On distingue :

A1. L'actif immobilisé : Ou les valeurs immobilisées, sont généralement enregistrées avec des valeurs nettes d'amortissement ; elles sont composées comme suit :

- Immobilisations constituant l'outil de travail : immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles.
- Immobilisations pouvant comprendre les prêts à plus d'un an de dépôt, cautionnement versée.
- Les titres de participation sont conservés comme des immobilisations financières.

A2. L'actif circulant (AC) : Il comprend :

- Valeurs d'exploitation (VE)
 - Valeurs réalisables (VR)
 - Valeurs disponibles (VD)
- $$\left. \begin{array}{l} \text{VE} \\ \text{VR} \\ \text{VD} \end{array} \right\} \text{VE} + \text{VR} + \text{VD} = \text{AC}$$

¹¹ K.CHIHA, « Gestion et stratégie financière », édition Houma, Alger, 2006, pages 16- 21

A3. Valeur d'exploitation : Elles sont essentiellement constituées de stocks de classe 3 du PNC. On distingue deux types de stocks :

- Stocks flottants : c'est la partie conforme à la notation de l'actif circulant.
- Stocks outil : c'est une partie de stock mise de côté.

A4. Valeurs réalisables : Elles sont constituées d'avances, acomptes versées en fournisseurs avance sur la clientèle de régularisation de l'actif.

A5. Valeurs disponibles : Constituées de caisse, banque, CCP.

B. Les ressources

On distingue généralement deux rubriques classées selon l'exigibilité croissante qui sont :

- Les capitaux permanents KP.
- Dette à court terme DCT.

B1. Les capitaux permanents : C'est l'ensemble des ressources détenus en permanence par les l'entreprise, à savoir les fonds propre et les dettes à long terme.

- **Les fonds propres (FP) :** Regroupent les capitaux propres (capitale social+ réserve+ report à nouveau) et les provisions.
- **Les dettes à long terme et à moyen terme (DLMT) :** Regroupent les emprunts dont l'échéance est à plus d'une année. Exception faite: des provisions pour les pertes et charge. Si la provision est sincère et certaine, elle doit être considérée comme une dette à court terme, moyen ou à long terme selon son échéance.

B2. Les dettes à court terme (DCT) : Dont l'échéance est de moins d'un an. On peut citer : dette fournisseurs, banque ; c'est à-dire concours bancaire, autre créances, et enfin, comptes de régularisation du passif.

Après tout ces regroupements, on peut présenter le bilan de grande masse comme suit :

Tableau N 01 : Le bilan en grandes masses

- L I Q U I D I T E +	Emplois	Ressources	+ E X E G I B I L I T E -
	Valeurs immobilisées (VI)	Capitaux propres (KP)	
	Valeurs d'exploitation (VE)	Dettes à long et moyen terme (DLMT)	
	Valeurs réalisables (VR)		
	Valeurs disponibles (VD)	Dettes à court terme (DCT)	

Source : K.CHIHA, « *Analyse financière* », édition HOUMA, Alger 2006, page 44

2.1.5 Indices d'équilibre

L'équilibre financier d'une entreprise est fonction de la cohérence qui existe entre ses emplois et ses ressources. Cette cohérence détermine en effet sa solvabilité et sa liquidité. L'équilibre financier est apprécié traditionnellement par l'étude de la relation entre le fonds de roulement (FR), le besoin en fonds de roulement (BFR) et la trésorerie (T).¹²

On présentera ces trois indices avec la façon dont il peut y avoir équilibre :

2.1.5.1 Equilibre financier à long terme : (FR)

Le fond de roulement est un solde qui traduit la cohérence du financement structurel de l'entreprise. Il peut être calculé comme suit :

$$\text{Fonds de roulement} = \text{Capitaux permanents} - \text{Actifs fixes}$$

$$\text{FR} = \text{KP} + \text{DLMT} - \text{VI}$$

Le fonds de roulement (FR) doit être en principe positif. Lorsqu'il est négatif, cela veut dire que l'entreprise ne finance pas la totalité de ses emplois structurels avec des ressources stables, ce qui constitue un déséquilibre financier. On peut rétablir ce dernier soit :

- Par cession d'actifs immobilisés ou par la récupération des prêts à plus d'un an.
- Par augmentation du capital par un apport en numéraire ou par un emprunt bancaire.

¹² Dov Ogien, « *Gestion financière de l'entreprise* », Donud, Paris, 2008, page 48.

- Par la transformation des DCT en KP, c'est-à-dire que le fournisseur va être remboursé sous forme d'actions.

2.1.5.2 Equilibre financier à court terme : (BFR)

Le besoin en fonds de roulement n'a véritablement de sens que dans une optique fonctionnelle. Il représente le besoin de financement généré par le cycle d'exploitation de l'entreprise. Il se calcule ainsi :

Besoin en fonds de roulement = emplois cycliques – ressources cycliques

$$\mathbf{BFR = VE + VR - (DCT - CBC)}$$

Lorsque le BFR est supérieur à 0, les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources de la même nature. L'entreprise doit alors financer ses besoins à court terme soit par son fonds de roulement soit par des dettes financières à court terme (concours bancaires courants c'est-à-dire des découverts bancaires).

Lorsque le BFR est égal à 0, les ressources d'exploitation permettent de couvrir les emplois en intégralité. L'entreprise n'a aucun besoin à financier mais elle ne dispose d'aucun excédent financier.

Lorsque le BFR est inférieur à 0, les emplois sont inférieurs aux ressources. Aucun besoin financier n'est généré par l'activité et l'excédent de ressources dégagé va permettre d'alimenter la trésorerie nette de l'entreprise.

2.1.5.3 Equilibre financier immédiat : (T)

La trésorerie traduit le solde entre l'actif de trésorerie et le passif de trésorerie. Elle se calcule ainsi :

Trésorerie = Disponibilités – Concours bancaires courants

$$\mathbf{T = VD - CBC}$$

La relation fondamentale de la trésorerie s'établit de la façon suivante :

$$\mathbf{FR - BFR = T}$$

Cette relation constitue d'abord une identité comptable qui se déduit de l'égalité entre le passif et l'actif du bilan. Toutefois, elle a une signification financière importante.

- Lorsque $FR > BFR$, trésorerie positive. L'entreprise finance son BFR avec des ressources stables (sous hypothèse $FR > 0$). C'est plutôt une bonne situation, mais il faut veiller à ce que le niveau de trésorerie ne soit pas trop élevé.
- Lorsque $FR < BFR$, trésorerie négative. L'intégralité du BFR n'est pas financée par des ressources stables. L'entreprise fait recours à des crédits bancaires à court terme pour financer une partie de son BFR. Cela ne constitue pas une mauvaise situation en soi, à condition que la rotation des créances et dettes d'exploitation permette de faire face aux remboursements des concours bancaires courants.
- Enfin, on pourrait dire que l'optimum est une situation où la trésorerie est nulle ($FR=BFR$) le financement du BFR est juste couvert par des ressources stables.

2.2 A partir du compte de résultat

L'analyse et le diagnostic à partir du compte de résultat ont pour principal objet la compréhension de la formation du résultat net. Ce résultat peut être défini comme la différence entre le montant des charges engagées par l'entreprise et les divers produits reçus.

Cette analyse présente un triple objectif :

- Analyser les marges de l'entreprise et déterminer des résultats intermédiaires facilitant l'élaboration du diagnostic de la structure.
- Evaluer l'activité de l'entreprise et sa capacité à être solvable.
- Déterminer les ressources internes dégagées et permettant d'autofinancer certaines activités.

Pour effectuer cette analyse, il est primordial de définir les comptes intermédiaires de gestion (SIG) et la capacité d'autofinancement (CAF) ou marge brute d'autofinancement (MBA)

2.2.1 Définition du compte de résultat

Le compte de résultat (ou CR) est un document comptable présentant l'ensemble des produits et des charges d'une société durant un exercice comptable. Comme le bilan et les annexes, il fait partie des états financiers des entreprises.

Le compte de résultat a pour vocation d'informer sur les performances réalisées par une entreprise. En se focalisant sur ses variations de patrimoine (gains et pertes), il permet de dégager son résultat net (bénéfice ou déficit).

Le compte de résultat revêt un caractère important pour deux types de public. D'une part, il permet à l'administration fiscale de prendre connaissance du bénéfice réalisé par une entreprise. D'autre part, il permet à des financeurs potentiels d'en connaître les performances et la rentabilité.

La structure du compte de résultat dans le système comptable financier (SCF) peut être schématisée comme suit :

Tableau N 02 : La structure du compte résultat

LIBELLE	COMPTE
Ventes et produits annexes	70
Variation stocks produits finis et encours	72
Production immobilisée	73
Subventions d'exploitation	74
1 PRODUCTION DE L'EXERCICE	TOTAL
Achats consommés	60
Services extérieurs et autres consommations	61 et 62
2 CONSOMATION DE L'EXERCICE	TOTAL
3 VALEURS AJOUTEE D'EXPLOITATION (1-2)	SOLDE
Charges personnel	63
Impôts, taxes et versements assimilés	64
4 EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	SOLDE
Autres produits opérationnels	75
Autres charges opérationnelles	65
Dotations aux amortissements et aux provisions	68
Reprise sur pertes de valeur et provisions	78
5 RESULTAT OPERATIONNEL	SOLDE
Produits financiers	76
Charges financières	66
6 RESULTAT FINANCIER	SOLDE
7 RESULTAT AVANT IMPOTS (5+6)	SOLDE
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	695 et 698
Impôts différés (variation) sur résultats ordinaires	692 et 693
8 RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	SOLDE
Éléments extraordinaires (produits) à préciser	77
Éléments extraordinaires (charges) à préciser	67
9 RESULTAT EXTRAORDINAIRE	SOLDE
10 RESULTAT DE L'EXERCICE	SOLDE

Source : système comptable financier, édition pages bleues, Algérie, 2010, pages 169 ; 173.

2.2.2 Les soldes intermédiaires de gestion¹³

Les soldes intermédiaires de gestion se traduisent par les marges suivantes :

2.2.2.1. La marge commerciale (MC)

Premier solde intermédiaire qui indique la marge réalisée par l'entreprise sur sa seule activité de négoce. Elle ne résulte pas comme l'on croit souvent de la différence entre « vente » et « achat de marchandise », mais entre la vente et consommation de marchandise. Elle intègre donc la variation positive ou négative du stock de marchandises.

Marge commerciale = vente de marchandise – cout d'achat des marchandises vendues

On calcule notamment le ratio suivant :

Taux de marge commerciale = marge commerciale / vente de marchandise hors taxe

2.2.2.2. La production de l'exercice (PE)

Elle comprend la production vendue, la production stockée et immobilisée

La production de l'exercice = production vendue y compris les services + production stockée + production immobilisée

2.2.2.3. Valeur ajoutée (VA)

Elle traduit l'apport réel de l'entreprise à l'économie. Elle correspond à la somme de la marge commerciale et de la production, diminuée des consommations de l'exercice en provenance des tiers. Elle indique le volume de richesse nette créée par l'entreprise.

Valeur ajoutée = production de l'exercice + marge commerciale + transfert de charge de production – consommation en production en provenance

Ratio de degré d'intégration économique de l'entreprise :

Degré d'intégration = valeur ajoutée / chiffre d'affaire hors taxe

2.2.2.4. L'excédent brut d'exploitation (EBE)

Egal à la valeur ajoutée, augmentée des subventions d'exploitation et diminuée des impôts et taxes et des charges de personnel, ce solde présente une approximation de surplus

¹³ Jean-Pierre Lahille, « *Analyse financière* », édition DUNOD, Paris, 2007, pages 54-74

monétaire, ou cash-flow, de l'entreprise. En effet, toutes les charges d'exploitations décaissées sont prises en compte dans ce solde. Par contre, il n'intègre ni la politique d'amortissement, ni la politique de financement de l'entreprise. Il peut donc être considéré comme une bonne mesure du résultat de l'activité de l'entreprise ; qui n'est pas fessées par des dispositions comptables ou fiscales.

$$\text{EBE} = \text{VA} + \text{subvention d'exploitation} - (\text{charge de personnel} + \text{impôts et taxes})$$

On peut calculer la rentabilité de l'entreprise relative à l'EBE à partir du ratio suivant :

$$\text{Taux de marge brute} = \text{EBE} / \text{CA} \quad \text{ou} \quad \text{taux de marge brute} = \text{EBE} / \text{capitaux propres}$$

2.2.2.5. Le résultat d'exploitation

C'est l'excédent brut d'exploitation après déduction des amortissements et des provisions pratiqués par l'entreprise. Ce résultat permet, de mesurer les performances de l'entreprise en dehors de sa politique de financement et des opérations exceptionnelles.

$$\begin{aligned} \text{Résultat d'exploitation} = & \text{EBE} + \text{transfert des charges d'exploitation} + \text{reprise sur} \\ & \text{provision} + \text{produits de gestion courante} - (\text{charges de gestion} + \text{dotation aux} \\ & \text{amortissements et aux provisions}) \end{aligned}$$

On peut calculer la rentabilité normale d'exploitation indépendamment de sa politique financière et d'investissement à partir du ratio suivant :

$$\text{R} = \text{résultat d'exploitation} / \text{chiffre d'affaire}$$

2.2.2.6. Le résultat financier

Il exprime la rentabilité des opérations financières de l'entreprise, comme la prise de participation, les placements, les prêts et les emprunts. Il se calcule comme suit :

$$\text{Résultat financier} = \text{produits financiers} - \text{charges financières}$$

2.2.2.7. Le résultat courant

Il comprend les résultats des opérations de financement et de classement. C'est ainsi une appréciation des performances à la fois industrielles, commerciales et financières de l'entreprise. Cette mesure de résultat est néanmoins tributaire des fluctuations des

performances financières, liées au niveau des taux d'intérêt et à l'évolution des marchés financiers.

$$\text{Résultat courant} = \text{résultat d'exploitation} + \text{résultat financier}$$

2.2.2.8. Le résultat exceptionnel

Il représente le résultat produit pendant les situations exceptionnelles. Il est calculé indépendamment des autres, de façon à mesurer son impact sur le résultat de l'exercice.

$$\text{Résultat exceptionnel} = \text{produits exceptionnels} - \text{charges exceptionnelles}$$

On peut calculer son impact sur l'activité de l'entreprise à partir des ratios suivants :

$$\text{Résultat exceptionnel} / \text{chiffre d'affaire} \text{ ou } \text{résultat exceptionnel} / \text{résultat net}$$

2.2.2.9. Le résultat net de l'exercice

Il représente le résultat final de l'entreprise, car il prend en compte toutes les variables d'exploitation, de la politique financière et des opérations exceptionnelles. C'est le résultat qui sera reporté dans le bilan avant répartition, établi le dernier jour de la période concernée par le compte résultat.

$$\text{RN} = \text{RC} + \text{ou- résultat exceptionnel} - \text{participation des salariés} - \text{impôt sur bénéfice}$$

2.2.3 La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement est la ressource interne générée par les opérations enregistrées en recettes et produits durant une période donnée. A l'issue de l'exploitation, si toutes les opérations en suspens ont été réglées, l'entreprise disposerait d'un surplus de liquidité.

$$\text{CAF} = \text{recettes (R)} - \text{dépenses (D)}^{14}$$

Cette différence correspond à la rémunération non décaissée de deux facteurs de production :

¹⁴ K.CHIHA, « *Finance d'entreprise* » édition HOUMA, Alger 2009, page 90-91

- Le capital fixe (investissement) : les amortissements.
- Le capital propre : le résultat

CAF = Dotations aux amortissements

+ Dotations aux provisions à caractère de réserve

+ Resultat net de l'exercice ¹⁵

Le plan comptable propose deux méthodes de détermination de la CAF, l'une est directe ou soustractive et l'autre indirecte ou additive.

- **La méthode directe**

Est la méthode la plus logique puisqu'elle est liée, en termes de liquidité, à la nature des opérations de l'entreprise (encaissements, décaissements).

L'EBE + transfert des charges d'exploitation

(+) les autres produits de gestion courante

(-) les autres charges de gestion courante

(+) ou (-) la cote part des opérations faites en commun

(+) les produits financiers

(-) les charges financières

(+) les produits exceptionnels

(-) les charges exceptionnelles

(-) participation des salariés

(-) impôt sur le bénéfice

= capacité d'autofinancement

¹⁵ Dov Ogien, « *Gestion financière de l'entreprise* », Donud, Paris, 2008, page 31

- **La méthode indirecte**

Elle présente un procédé de calcul fondé sur la logique suivante :

Le compte de résultat donnerait le solde des liquidités de la période, si tous les produits sont encaissés et toutes les charges sont décaissées.

Capacité d'autofinancement = résultat net

(+) la valeur comptable des éléments de l'actif cédé

(-) les produits de cession

(-) la cote part des subventions virées au compte de résultat

(+) les dotations aux amortissements et provisions

(-) les reprises sur amortissements et provisions

Section 3 : le diagnostic à travers les ratios

Les ratios sont des rapports de données chiffrées qui permettent aux gestionnaires d'analyser les performances de l'entreprise. En cela, on perçoit bien leur intérêt de tout premier plan.

Le ratio s'exprime soit sous forme d'un quotient (ex : 0,65), soit sous forme d'un pourcentage (ex : 65%).

L'analyse par la méthode des ratios constitue l'un de ces instruments les plus utilisés. Toutefois, un ratio doit être significatif et répondre aux questions stratégiques de l'entreprise. Il doit aussi être comparable et ne doit pas être isolé pour qu'il donne un sens correct sur la situation et la performance financière d'une entreprise.

Les ratios sont très utiles pour les gestionnaires dans la mesure où ils leur permettent :

- de mesurer la performance de l'entreprise à travers le temps.
- d'évaluer l'entreprise en termes de rentabilité et solvabilité.
- de détecter les problèmes existants et donner des solutions.

L'étude de la structure doit être envisagée en deux temps : structure financière et mode de gestion.

3.1. Au niveau de la structure financière

Cette étude permet de définir la structure financière à la fin de l'exercice résultant des opérations réalisées, le financement obtenu et les résultats dégagés.

Les principaux ratios que nous jugeons destinés à apprécier la structure financière d'une entreprise sont¹⁶ :

3.1.1. Ratios d'endettement (R1 et R2)

R1 : endettement à terme = dettes financières / capitaux propres

Ce ratio doit être **R1** < 1 ; Si **R1** = 0,5 c'est que la société n'est pas endettée

¹⁶ Jean-Pierre Lahille, « *Analyse financière* », édition DUNOD, Paris, 2007, page 125

R2 : endettement global = total des dettes / passif du bilan

Si ce ratio tend vers 1 alors l'entreprise est fortement endettée, le capital est dérisoire.

3.1.2. Ratio de financement des immobilisations (R3)

R3 = capitaux permanents / actif immobilisé

Ce ratio doit être supérieur à 1 parce qu'il traduit tout simplement le fond de roulement.

3.1.3. Ratio d'autonomie financière (R4)

R4 = capitaux propres / capitaux permanents

Ce ratio exprime le degré d'indépendance financière et il doit être inférieur à 1

3.1.4. Ratio de liquidité générale (R5)

R5 = créances à moins d'un an / (passif circulant + trésorerie passif)

Ce ratio exprime le degré de couverture du passif à court terme par les créances à court terme (créances à court terme = actif circulant – stock)

Si **R5** > 1 les crédits sur les clients sont supérieurs aux achats envers fournisseurs et les dettes.

3.1.5. Ratio de liquidité immédiate (R6)

R6 = trésorerie actif (disponibilités) / (passif circulant + trésorerie passif (DCT))

Ce ratio exprime la couverture des dettes à court terme par les disponibilités.

Si **R6** > 0.5 l'entreprise a trop de liquidité, le manager doit donc songer à faire des placements ou des investissements.

3.1.6. Ratio d'indépendance globale de financement (R7)

Ce ratio indique la part des capitaux propres dans le total des ressources de l'entreprise et constitue un élément d'appréciation du risque de faillite. Il a pour but de préciser le degré d'autonomie financière de l'entreprise.

$$R7 = \text{total capitaux propres} / \text{total passif}$$

3.1.7. Part des banques dans l'endettement financier (R8)

Ce ratio exprime le poids de l'engagement des banquiers dans l'endettement total de l'entreprise.

$$R8 = (\text{emprunts} + \text{dettes de crédit bail} + \text{trésorerie passif}) / \text{endettements financiers}$$

3.1.8. Part de la trésorerie passive dans l'endettement financier (R9)

Il fournit des informations sur l'importance des concours utilisés par l'entreprise et met en évidence les arbitrages auxquels elle procède entre le financement par les emprunts et les recours à des crédits d'escompte, de trésorerie et de découverts. A priori, une forte proportion de crédit bancaire dans l'endettement peut signifier une situation de vulnérabilité qui tient apte à la précarité du principe, de type de ressources et à son coût.

$$R9 = \text{trésorerie passif} / \text{endettement financier}$$

3.1.9. Ratio de financement du besoin de financement global (R10)

Il mesure la part de la trésorerie que l'entreprise réserve au financement de l'ensemble de son besoin de financement global, qu'il soit lié ou non à son cycle d'exploitation. Une dégradation de la trésorerie dans le temps remettra en cause l'équilibre financier de l'entreprise.

$$R10 = \text{trésorerie passif moyenne} / \text{besoin de financement global moyen}$$

$$\text{Trésorerie passif moyenne} = (\text{trésorerie passif (N)} + \text{trésorerie passif (N-1)}) / 2$$

$$\text{Besoin de financement global moyen (BFG)} = (\text{BFG exercice (N)} + \text{BFG exercice (N-1)}) / 2$$

3.1.10. Ratio de couverture stable de capitaux engagés (R11)

Il permet de déterminer l'équilibre du financement de l'entreprise. Ce ratio exprime un principe classique dans l'analyse financière : les capitaux engagés doivent être couverts par des ressources stables pour limiter tout risque de rupture de financement. Un ratio inférieur à 100% implique le recours à un financement de capitaux engagés par des concours à court terme ; ce qui, par le biais de frais que ces derniers occasionnent, affecte la rentabilité financière de l'entreprise.

Dans l'interprétation de ce ratio, il faudrait toutefois tenir compte du cas des entreprises ayant des activités cycliques et du décalage pouvant exister entre la réalisation des investissements et la mise en place des financements correspondants.

$$\mathbf{R11} = \text{total financement stable} / \text{capitaux engagés}$$

$$\text{Capitaux engagés} = \text{actif immobilisé brut} + \text{besoin de financement global}$$

3.2. Ratios d'appréciation de la gestion¹⁷

Qui sont :

3.2.1. Ratios de structures productives

$$\mathbf{R12} : \text{Ratio de la force de travail} = \text{frais du personnel} / \text{VA}$$

Ce ratio traduit le degré de main d'œuvre ou le taux de rémunération élevé (masse salariale élevée).

$$\mathbf{R13} : \text{Ratio du facteur capital} = \text{frais financiers} / \text{VA}$$

Ce ratio traduit le volume des dettes financières ou le taux d'intérêt.

¹⁷ Dov Ogien, « *Gestion financière de l'entreprise* », Donud, Paris, 2008, page 74

R14 : Ratio de l'outil de travail = dotations aux amortissements / VA

Ce ratio permet de deviner la pertinence du matériel utilisé et de savoir l'activité de l'entreprise. Mais dans ce cas, vérifier le mode d'amortissement utilisé par l'entreprise.

R15 : Ratio institutionnel = impôts et taxes / VA

Ce ratio traduit la pression fiscale.

R16 : Ratio du risque encouru = risque / VA

Ce ratio traduit l'environnement de l'entreprise (environnement à risque ou pas). Les dotations aux provisions montrent l'environnement incertain.

3.2.2. Le résultat net

R17 : Ratio de rentabilité de l'activité = résultat net / chiffre d'affaire (HT)

Ce ratio mesure la profitabilité de l'entreprise et traduit la productibilité du chiffre d'affaire.

R18 : Ratio de rentabilité des capitaux = Résultat net / capitaux propres

Ce ratio permet d'apprécier la rentabilité financière de l'entreprise, c'est le taux de placement.

3.2.3. Taux de l'excédent brut d'exploitation

Ce taux constitue une première mesure directe de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise et un indicateur généralement significatif de sa capacité bénéficiaire.

R19 = excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaire (HT)

L'excédent brut d'exploitation correspond à la performance économique la plus pure de l'entreprise. Il est calculé avant dotations aux amortissements et aux provisions, provisions et reprises de provisions, et charges et produit financiers.

Le taux de l'excédent brut d'exploitation est d'autant plus élevé que l'entreprise appartient à un secteur dans lequel les équipements tiennent une place prépondérante et implique des amortissements importants.

Conclusion

L'analyse et le diagnostic de la santé financière de l'entreprise requièrent une démarche appropriée. Différentes approches sont possibles et complémentaires pour une analyse financière globale de l'entreprise. L'approche de cette partie a été celle de l'analyse à partir des états financiers et des ratios.

Cette approche a été organisée autour de trois outils essentiels : le bilan comptable, le compte de résultat et les ratios. L'analyse et donc le diagnostic à partir de ces outils permettent d'apprécier la situation actuelle et à venir de l'entreprise du point de vue des partenaires de l'entreprise et particulièrement du point de vue des investisseurs. Il s'agit résolument d'une vision classique de l'analyse financière.

Il en ressort qu'une analyse et un diagnostic financier probants doivent alors être fondé sur une analyse économique et stratégique de l'entreprise ainsi que des indicateurs de performance pertinents.

Chapitre II :

Notions et caractéristiques de la performance

Introduction

La mesure de la performance financière dans l'entreprise est devenue indispensable en raison d'un contexte économique actuel plus compétitif d'une part, et pour assurer l'atteinte des objectifs stratégiques de l'entreprise d'autre part.

Les entreprises doivent avoir un système de mesure de la performance fiable qui tient compte de tout changement environnemental pour assurer leur survie et être compétitive par la suite. Or, la complexité de la performance et l'absence d'un consensus autour de ce concept sont la cause de certains problèmes.

La notion de performance reste un concept multiforme qui peut présenter plusieurs sens selon son auteur ou évaluateur. On notera que la consultation d'un grand nombre de ceux-ci révèle cependant, que la performance est un concept ambigu qui ne possède pas de définition unique et précise.

Après avoir défini la performance et présenté ses dimensions, nous allons nous focaliser sur la performance financière.

Section1 : concept de la performance de l'entreprise

La première section va nous permettre de cerner la notion de performance, ses généralités et ses critères.

1.1. Généralité et historique de la performance :

La notion de performance trouve ses origines dans l'action de performer et qui signifie en vieux français (exécuter, accomplir, parfaire). On peut définir en général la performance comme la capacité d'une organisation à atteindre ses objectifs organisationnels, économiques, financiers, sociaux et environnementaux de façon efficiente¹⁸.

Dans l'acception française, la performance est le résultat d'une action, un succès ou un emploi réalisé. L'origine du mot remonte au 19^{ème} siècle où il désignait un succès réalisé par un cheval dans une course, puis la réalisation d'un exploit sportif. Au 20^{ème} siècle, il indiquait de manière chiffrée les capacités d'une machine et par extension un rendement exceptionnel. Dans le domaine de l'économie, la performance a toujours été une notion ambiguë utilisée en contrôle de gestion par transposition du sens anglais. Ainsi, elle est définie par la réalisation des objectifs organisationnels quelque-soient leurs natures et leurs variétés¹⁹.

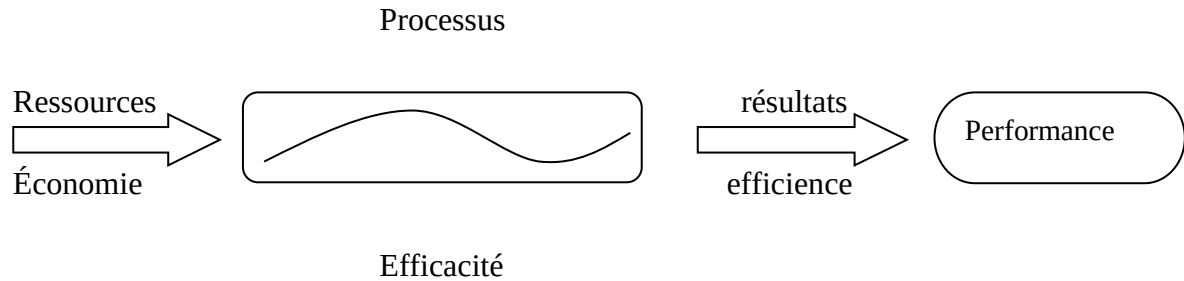
Meier Olivier définit la performance comme suit : « *la performance de l'entreprise est le résultat obtenu par cette dernière au sein de son environnement concurrentiel, lui permettant d'augmenter sa compétitivité, sa rentabilité, ainsi que sa capacité à influencer les autres firmes du secteur (renforcement de son pouvoir de négociation)* »²⁰.

¹⁸ OTLEY D, (1991), performance management: a framework for management control system research, management accounting research, p 363-382.

¹⁹ BOURGUIGNON A, « *performance et contrôle de gestion* », Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit, ed.Economica, (2000), p931-941.

²⁰ MEIER O , « *DICO du manager* », Edition Dunod, Paris, 2009, p155.

Schéma N 04 : les mesures de la performance



Source : Martine Maadani et Karim Saïd, « *Management et pilotage de la performance* », éd La hachette, Paris, 2009, page 29.

Selon Jean-Pierre Grande : « *la définition de la performance structure les décisions, la définition se doit donc d'être cohérente avec les objectifs stratégiques. Cependant, il est difficile de donner une définition exacte de la performance car elle diverge selon les points de vue :*

- *dans une économie où la demande est supérieure à l'offre, la performance est définie par la mesure du coût.*
- *dans une économie où l'offre est supérieure à la demande, la performance intègre la création de valeur ».*²¹

Selon Albanes (1978) : « *la performance est la raison des postes de gestion, elle implique l'efficience et l'efficacité* »²².

Selon Miles(1986) : « *la performance est la capacité de l'organisation à réaliser une satisfaction minimale des attentes de sa clientèle stratégique* ».

Selon Chandler(1992) : « *la performance est une association entre l'efficacité fonctionnelle et l'efficacité stratégique .l'efficacité fonctionnelle consiste à améliorer les*

²¹ J-P GRANDE, construire un système de mesure de la performance organisationnelle, département contrôle et pilotage des organisations, ESCP-EAP, Paris, 2012, p07.

²² A PAYETTE, « *efficacité des gestionnaires et des organisations* ».

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

produits, les achats, les processus de production, la fonction marketing et les relations humaines au sein de l'entreprise »²³.

Selon Machesnay (1991) : « *la performance de l'entreprise peut se définir comme le degré de réalisation des buts recherchés »²⁴.*

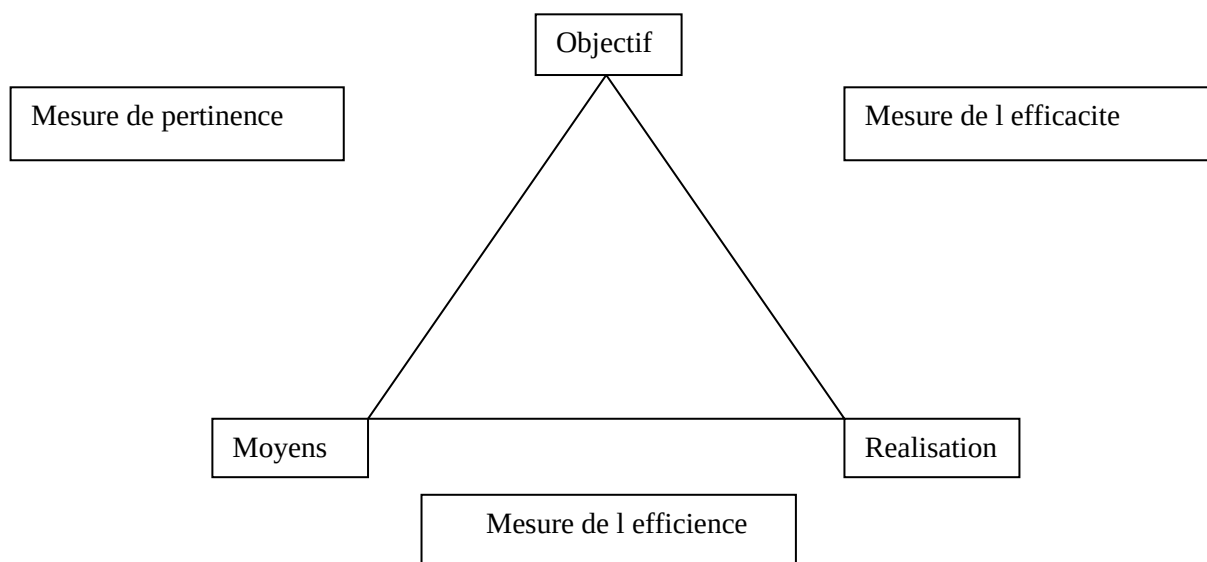
L'analyse de ces différentes définitions fait apparaître trois mesures de la performance :

- l'efficacité : le résultat obtenu par rapport au niveau du but recherché.
- l'efficience : le résultat obtenu par rapport aux moyens mis en œuvre.
- l'effectivité : le niveau de satisfaction obtenue par rapport aux résultats obtenus.

1.2. Les critères de la performance

La performance possède plusieurs critères, on citera les trois suivants : efficacité, efficience et pertinence.

Schéma N 05 : les critères de la performance



Source : Ahmed Zaid, « *contribution de la performance financière et performance sociale dans les entreprise publiques algériennes* », Algérie, 21-22 octobre 2011, p05.

²³ CHANDLER, « *organisation et performance des entreprise* », T, édition de l'organisation, 1992.

²⁴ MACHESNAY, « *économie d'entreprise* », Eyrolles, 1991.

1.2.1. La notion d'efficacité

C'est l'articulation entre objectif et résultat. Elle consiste à mener une action déterminée à son terme pour obtenir certains résultats conformément à un objectif fixe. Si l'efficacité du système n'est pas satisfaisante après être évaluée par différents indicateurs, les dirigeants peuvent prendre des mesures correctives pour redresser les paramètres défectueux et relancer l'activité de l'entreprise.

L'efficacité mesure la capacité de l'organisation à atteindre ses buts. Généralement, on considère qu'une activité est efficace si les résultats obtenus sont identiques ou supérieurs aux objectifs définis. Pour OLIVIER Meier « *l'efficacité est le fait d'atteindre les résultats attendus* »²⁵.

1.2.2. La notion d'efficience

C'est l'articulation entre moyens et résultats. Elle est la meilleure exploitation des moyens mis en œuvre pour réaliser des résultats qui répondent aux objectifs fixés avec des dépenses économiques. La performance est jugée en termes d'efficience essentiellement en phase d'exploitation du système de production. Si elle n'est pas satisfaisante, les dirigeants agiront en adoptant des décisions relatives au pilotage (la conduite et maintenance du système matériel) et au management (système humain).

L'efficience est le rapport entre les ressources employées et les résultats atteints. Une organisation est efficiente si elle atteint les objectifs fixés en optimisant les moyens utilisés. Alors l'efficience consiste à réaliser le meilleur résultat possible avec les moyens dont on dispose. On atteint l'efficience par excellence avec la réalisation du résultat fixe en utilisant le minimum de ressources.

1.2.3. La notion de pertinence

C'est l'articulation entre objectif et moyen. Elle consiste à mettre en œuvre des moyens de production conformément aux objectifs fixes. La pertinence d'une organisation se détermine principalement dans la phase de conception du système de production car il s'agit d'une part, de garantir la faisabilité du projet en assurant les moyens de la réaliser et d'autre part, d'éviter un surdimensionnement coûteux.

²⁵ MEIER O, « *DICO du manager* », Ed.Dunod, Paris, 2009, p240.

Section02 : les dimensions internes de la performance

La performance d'une organisation ne saurait se limiter à son seul succès, ni à la satisfaction de sa clientèle. Il existe de nombreux essais et classifications de performance. Dans cette section nous allons présenter une typologie de dimensions de performance.

2.1. La performance économique

La performance économique correspond aux résultats présentés par la comptabilité. Il s'agit principalement des soldes intermédiaires de gestion, à savoir :

- la production et marge commerciale
- la valeur ajoutée
- excédent brut d'exploitation
- les différents résultats de l'exercice (d'exploitation, financier, etc.).

2.2. La performance sociale

Au niveau de l'organisation, la performance sociale est souvent définie comme le rapport entre son effort social et l'attitude de ses salariés. Cependant, cette dimension de la performance est difficile à mesurer quantitativement.

La performance sociale est aussi définie comme le niveau de satisfaction atteint par l'individu participant à la vie de l'organisation. Ou encor l'intensité avec laquelle chaque individu adhère et collabore aux propos et aux moyens de l'organisation²⁶.

2.3. La performance humaine

Pour M. Lebas, la performance humaine se trouve non seulement dans les résultats passés, mais plus en amont, dans les capacités d'action des salariés, c'est-à-dire, dans leur capacité à mettre en œuvre, leurs sens de l'initiative pour faire face aux aléas du travail.

La performance humaine est alors définie comme une question de potentiel de réalisation. Par conséquent, la performance est un concept qui traite au futur et non au passé²⁷.

²⁶ TEZENAS DU MONCEL, cite par Mohamed Bayed, « *performance sociale et performance économique dans les PME industrielles* », Annales du management, 1992, p381.

²⁷ M. Lebas, « *performance : mesure et management. Faire face a un paradoxe* », groupe HEC, Paris, 1998.

2.4. La performance managériale

La performance managériale est définie comme la capacité du manager et de l'équipe dirigeante à atteindre les objectifs fixés. Un certain nombre de critères peuvent être utilisés pour évaluer la performance managériale²⁸ :

- Entrepreneurship : efficacité, efficience, pro-activité et utilisation du diagnostic des concepts.
- Le leadership : confiance en soi, communication, logique de raisonnement de capacité de conceptualisation.
- Gestion des ressources humaines : utilisation sociale du pouvoir et gestion des processus et des groupes.
- Direction des subordonnés : développement, aide, support des autres, autorité et spontanéité.
- Autres compétences : contrôle de soi, objectivité relative, énergie et capacité d'adaptation.

2.5. La performance organisationnelle

La performance organisationnelle est définie par M.KALIKA comme « *les mesures portant directement sur la structure organisationnelle et non pas sur ses conséquences éventuelles de nature sociale et économique. Ces indicateurs sont intéressants dans la mesure où ils permettent de discerner les difficultés organisationnelles à travers leurs manifestations, avant que les effets induits par celles-ci ne soient ressentis d'un point de vue économique* »²⁹.

2.6. La performance sociétale

La performance sociétale nous renvoie au concept de l'entreprise citoyenne : l'obligation de répondre à ses actions, d'en justifier et d'en supporter les conséquences. Ainsi, une entreprise qui assume ses responsabilités sociales, est celle qui reconnaît, d'une part, les besoins et priorités des intervenants de la société, d'autre part, évaluer les conséquences de

²⁸ BOYATIZIS, cite par A.PAYETTE « *l'efficacité des gestionnaires et des organisations* »

²⁹ MICHEL KALIKA, « *structure d'entreprise, réalités, déterminants et performances* », Edition Economica, Paris, 1988.

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

ses actions sur le plan social afin d'améliorer le bien-être de la population en général tout en protégeant les intérêts de son organisation et de ses actionnaires³⁰.

2.7. La performance stratégique

Pour assurer sa pérennité, une organisation doit se démarquer de ses concurrents et doit se fixer des objectifs stratégiques appropriés, tels que l'amélioration de la qualité de ses produits, l'adoption d'un marketing original ou l'adoption d'une technologie de fabrication plus performante.

La performance stratégique peut être définie comme le maintien d'une distance avec les concurrents, entretenue par une forte motivation (système d'incitation et de récompenses) de tous les membres de l'organisation et une focalisation sur le développement durable³¹.

2.8. La performance commerciale

Pour de nombreuses organisations, la performance commerciale est indispensable pour préparer les décisions de gestion. Elle s'effectue selon des indicateurs préalablement identifiés : la fidélité de la clientèle ou de l'usagé, le chiffre d'affaire et les parts de marchés³².

2.9. La performance technologique

La performance technologique peut être définie comme l'utilisation efficace des ressources de l'entreprise, le degré d'innovation dans le système de gestion, le processus de production ainsi que les biens et services produits par l'entreprise. Elle peut être mesurée par un certain nombre de critères :

- Veille technologique et bilans périodiques des innovations introduites dans le sujet.
- Bilan d'activité des équipements traitant ses innovations.
- Ajustement périodique de l'organisation.

³⁰ SAMUEL MERCIER, « une typologie de la formalisation de l'éthique en entreprise : l'analyse de contenu de 50 document », papier recherche, FARGO/LATEC, Université de Bourgogne, 1998, p07.

³¹ JACQUES BARRETTE et JOCELYN BERARD, « gestion de la performance : lier la stratégie aux opérations », revue international de gestion, volume 24, numéro 4, hiver 2000, p15.

³² MARTOTY B et CROZET D, « gestion de ressource humaine, pilotage social et performance », Dunod, 8^{eme} édition, Paris, 2013, p45.

2.10. La performance financière

Du fait que la performance financière est au cœur de notre travail, ce point sera détaillé dans la section suivante.

Section 03 : La performance financière

Pour bien cerner la notion de performance financière, nous allons d'abord la définir avant de présenter ses indicateurs de mesure et les déterminants de performance financière.

3.1. Notion de la performance financière

Toute entreprise visant à améliorer sa productivité et sa rentabilité doit assurer un suivi rigoureux de sa performance financière en mettant en place un système de mesure et d'évaluation efficace³³. Et cela nécessite des documents de synthèse à la fin de chaque exercice comptable : le bilan, le compte résultat et leur annexes. Ces derniers contiennent des informations de base pour déterminer les indicateurs de la performance financière : rentabilité, solvabilité et autofinancement. On outre la performance financière peut être entendu comme les revenus issues de la détention des actions, les actionnaires étant le dernier maillon de la chaîne à profiter de l'activité de l'entreprise.

3.2. Les indicateurs de la performance financière :

Ce sont des instruments statistiques qui permettent d'observer et de mesurer un phénomène, pour l'aide et l'évaluation de la santé financière de l'entreprise. Un indicateur de performance est définie comme « une mesure liée à une valeur ajoutée, au rendement, aux réalisations et à l'atteinte des objectifs, aux résultats d'impact et aux retombées. »³⁴. Ces indicateurs concernent la rentabilité, la solvabilité, ainsi que la croissance de l'activité.

³³ AHMED ZAID, « Contribution de la performance financière et performance sociale dans les entreprises publiques algériennes », UMMTO, Algérie, p 21.

³⁴ VOYER Pierre, « Tableau de bord de gestion et indicateurs de performance », Presse de l'université du Québec, 1999, Québec. Page 64.

3.2.1. Caractéristiques d'un bon indicateur³⁵

On peut les regrouper dans quatre volets :

- **La pertinence** : C'est-à-dire l'indicateur doit permettre de mesurer, il doit être spécifique au contexte étudié et avoir une signification pour l'utilisateur et pour l'objet.
- **La qualité et la précision de mesure** : L'indicateur doit être précis, clair et bien formulé. En outre il doit faire ressortir toute variation significative de l'objet de mesure dans le temps et dans l'espace.
- **La faisabilité ou disponibilité des données** : Cela signifie qu'on doit avoir les informations nécessaires pour produire l'indicateur, et il doit être facile à déterminer et au moindre coût.
- **La convivialité** : Elle représente la possibilité opérationnelle, visuelle et cognitive d'utiliser correctement et confortablement l'indicateur. C'est-à-dire accessible, simple, clair et bien illustré.

3.2.2. La rentabilité³⁶

La rentabilité est un indicateur qui représente la capacité d'une entreprise à réaliser des bénéfices à partir des moyens mis en œuvre, et permet de mesurer la performance des ressources investies par les apporteurs de capitaux.

D'une manière générale, la rentabilité est liée à deux types de risques :

- Le risque économique par la variation d'activité, qui est lié à l'utilisation des actifs dans un univers incertain qui s'explique par la variation du chiffre d'affaires, des résultats d'exploitations, des besoins en fonds de roulement, etc.
- Le risque financier, qui touche les entreprises fortement endettées, qui leur oblige à faire face au règlement de leurs engagements en matière de charges financières occasionnées par l'importance des crédits. La rentabilité est liée au risque financier par l'effet de levier financier.

³⁵ VOYER Pierre, « *Tableau de bord de gestion et indicateurs de performance* », Presse de l'université du Québec, 1999, Québec. Page 68.

³⁶ K.CHIHA, « *gestion et stratégie financière 2^{ème} édition* », édition Houma, Alger, 2006, page 96

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

La mise en évidence de ces derniers implique la définition de deux taux de rentabilité à savoir : le taux de rentabilité économique et le taux de rentabilité financière

3.2.2.1. Le taux de rentabilité économique (re)

La rentabilité économique permet d'apprécier la performance de l'entreprise. A cet effet, elle doit être indépendante du système fiscal et du mode de financement. Le taux de rentabilité économique s'exprime par le rapport suivant :

$$\text{re} = \text{résultat d'exploitation} / \text{capitaux durables}$$

(Capitaux durables = immobilisations + stock + trésorerie – dettes)

La rentabilité des actifs permet l'accumulation de liquidités suffisantes afin d'assurer le maintien du capital fixe, assurer le remboursement des emprunts et dégager une rémunération du capital investi par les associés.

3.2.2.2. Le taux de rentabilité financière (rf)

Il s'agit d'estimer le taux de rémunération de l'investissement que font les propriétaires de l'entreprise en lui apportant des ressources ou en laissant à sa disposition tout ou partie des bénéfices qui leur revient de droit.

La rentabilité financière est calculée par rapport au résultat financier (après déduction des frais financiers et la charge d'impôt). Il peut s'exprimer par le rapport suivant :

$$\text{rf} = \text{résultat net} / \text{capitaux propres}$$

La mise en œuvre de tout capital économique comporte une exigence de résultat permettant la couverture du coût généré par l'immobilisation de ce capital : le coût des emprunts et l'attente des associés.

L'effet de levier financier ³⁷

L'effet de levier financier mesure l'impact positif ou négatif de la politique d'endettement de l'entreprise. Il se définit comme la différence entre le taux de rentabilité économique et le taux de rentabilité financière.

³⁷ Pierre PAUCHER, « *Mesure de la performance financière de l'entreprise* », Office des publications universitaires, Alger, 1993, page 130.

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

Si $r_f > r_e$, l'endettement joue un rôle positif.

Si $r_f < r_e$, l'endettement joue un rôle négatif.

Le taux de rentabilité économique correspond au taux de rentabilité financière dans l'hypothèse où la firme n'aurait pas eu recours à l'endettement.

A ce titre, on peut déduire la formule de l'effet de levier (**LE**), il suffit d'exprimer r_f en fonction de r_e , on pose donc :

$$r_e = (RN + Di) / AT$$

$$AT = D + KP$$

Avec : **RN** : résultat net avant frais financiers et impôt

D : dettes

i : taux moyen d'endettement

KP : capitaux propres

AT : actif total

Di : montant des frais financiers

$$\text{D'où : } r_f = RN / KP \Rightarrow r_e = (RN + Di) / AT \Rightarrow AT \cdot r_e = RN + Di \Rightarrow RN = AT \cdot r_e - Di$$

En rapportant **RN** dans r_f , on obtient :

$$r_f = (r_e \cdot AT - Di) / KP = r_e [(KP + D) - Di] / KP$$

$$r_f = (r_e \cdot KP / KP) + (r_e \cdot D - Di) / KP = r_e + D / KP (r_e - i)$$

Donc, la rentabilité financière est égale à la rentabilité économique à laquelle s'ajoute un effet de levier financier qui s'exprime par :

$$EL = D / KP (r_e - i)$$

$$\text{D'où } r_f = r_e + EL$$

3.2.3. La solvabilité

Il s'agit d'apprécier si l'entreprise est (et sera) en mesure de faire face au règlement de ses dettes lorsque celles-ci viennent (et viendront) à échéance. L'observateur cherche ainsi à estimer la vulnérabilité de l'entité étudiée en mettant en lumière des symptômes qui permettent éventuellement d'anticiper des incidents de règlement, une mise en cause de la continuité des activités et des opérations financières et, de façon plus grave encore, d'identifier des menaces pesant sur la survie de l'entreprise.³⁸

Étant donné que la solvabilité est la capacité à répondre à ses échéances financières à tout moment, on peut calculer la solvabilité d'une entreprise à court terme, moyen et long terme. Pour trouver par exemple la solvabilité d'une entreprise à moyen terme, on prendra en compte les dettes à échéances à moyen terme et non celles à échéances plus longues. A cet effet, une entreprise peut être solvable à long terme, mais pas à moyen terme.

Le taux de solvabilité intéresse principalement les partenaires extérieurs qui sont appelés à s'engager avec l'entreprise, au premier rang se trouve la banque.

Ce ratio peut être décomposé en plusieurs types des ratios :

- Ratio de financement des immobilisations aux fonds propres, et il est calculé comme suit :

Capitaux propres / valeurs immobilisées

Ce ratio nous indique la part des capitaux propres dans le financement de l'entreprise et il doit être supérieur ou égal à 1, et lorsqu'il est supérieur à 1, cela signifie que les capitaux propres financent non seulement les valeurs immobilisées mais financent aussi une partie des valeurs circulantes, c'est-à-dire que l'entreprise respecte le principe d'équilibre financier et par conséquent dispose d'un fonds de roulement propre.

- Ratio de financement des immobilisations aux capitaux permanents :

Capitaux permanents / valeurs immobilisés

Ce ratio est une expression du fonds de roulement et détermine son importance et son évolution dans le temps. Il permet d'apprécier la part des capitaux permanents d'une entreprise

³⁸ Elie COHEN, « *Analyse financière* », éd ECONOMICA, 2006, Paris, page 200

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

dans le financement des valeurs immobilisées. Ces deux ratios ci- haut cités indiquent dans quelle mesure les capitaux propres et permanents sont investis dans les constructions, machines et autres moyens de production.

- Ratio de financement des immobilisations par les dettes à long et moyen terme :

Ce ratio indique la part de dettes à long et à moyen terme dans le financement des actifs fixes. Il est calculé comme suit :

Dettes à long et moyen terme / valeurs immobilisées

- Il est en effet intéressant de déterminer le rapport existant entre les valeurs immobilisées et l'ensemble de l'actif, car l'entreprise qui immobilise une trop grande partie de son actif résiste difficilement aux crises économiques, d'où le ratio d'immobilisation :

Total actif / valeurs immobilisées

- En dehors de ces ratios ci- haut mentionnés, il est conseillé de calculer le ratio de couverture de l'actif circulant, ce ratio permet de connaître dans quelle mesure le fonds de roulement couvre les actifs circulants, il se calcule de la manière suivante :

Fonds de roulement net global / actifs circulants

3.2.4. L'autofinancement ³⁹

Il est défini comme le surplus monétaire que l'entreprise tire de son activité d'exploitation et qui reste à sa disposition de façon plus ou moins durable.

L'autofinancement représente l'épargne interne dégagé par l'activité de l'entreprise et consacrée au financement de ses investissements sous différentes formes (investissements de remplacement ou de maintien et investissement de croissance) ou à l'enrichissement de ses fonds propres.

Il se calcule de la manière suivante :

³⁹ K.CHIHA, « finance d'entreprise », édition Houma, Alger, 2009, page 92

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

Autofinancement net = autofinancement brut

- dotation aux amortissements et aux provisions de l'exercice

Auto financement brut = capacité d'autofinancement

- dividendes versés durant l'exercice

D'où le ratio d'autofinancement, qui permet de mesurer le taux d'autofinancement généré par les fonds propres :

Ratio d'autofinancement = autofinancement net / fonds propres

3.3. Les déterminants de la performance financière⁴⁰

Il existe plusieurs déterminants de la performance financière parmi lesquels : la politique financière et la création de valeur :

3.3.1. La politique financière de l'entreprise

La politique financière de l'entreprise est la conduite des affaires en ce qui concerne ses aspects financiers structurels. Elle consiste à préparer et à prendre des décisions utiles en vue d'atteindre l'objectif de la maximisation de la richesse. Cela suppose la définition et la mise en place d'instruments de mesure et d'évaluation adaptés, choisir les critères et les sous-objectifs pour les décisions intermédiaires et d'organiser les circuits d'information et les relais de mise en œuvre.

En effet la politique financière est l'ensemble des pratiques mises en œuvre par les dirigeants d'une firme pour appréhender les flux financiers qui traversent et influent sur eux dans le sens voulu. Elle est une pratique orientée vers l'accomplissement d'un but ou, plus exactement, vers l'atteinte d'un ensemble d'objectifs.

⁴⁰ FALL Aminata, Mémoire de master, « *Evaluation de la performance financière d'une entreprise : cas de la SAR* », Centre africain d'études supérieures en gestion, 2014, page 19.

3.3.2. La création de valeur

L'entreprise crée de la valeur si la rentabilité de ses fonds propres est supérieure à la rentabilité souhaitée ou espérée.⁴¹

En effet la création de valeur est la finalité de toute entreprise, les orientations stratégiques, les systèmes de rémunération des dirigeants et des employés doivent écouler de cette finalité.

La création de valeur doit éveiller un véritable système de gestion par la valeur gouvernant l'ensemble des procédures de toute entreprise, par exemple : le budget et l'allocation des ressources. Elle est alors employée au niveau de toute prise de décision pour orienter le personnel vers la maximisation de la performance.

3.4. Appréciation de la performance financière

A première vue, la notion de performance financière apparaît non comme la traduction d'une contrainte mais comme l'expression de finalités qu'une organisation se fixe à elle-même en toute autonomie. Dans le cas d'une entreprise, celle-ci subit l'impératif de solvabilité comme une contrainte absolue et permanente. En revanche, elle semble bénéficier d'une réelle latitude dans la détermination des performances dont elle se propose la réalisation ; cette latitude porte aussi bien sur la nature qualitative des performances recherchées à titre privilégié que sur le niveau de relations souhaitées.

Le principe général d'appréciation de la performance financière consiste dans la comparaison entre un indicateur monétaire exprimant les résultats dégagés par l'entreprise, soit dans un de ses domaines d'activité, soit sur l'ensemble de ses opérations et un indicateur monétaire relatif aux moyens engagés pour obtenir ces résultats.

Dés lors, les problèmes théoriques et opératoires rencontrés à propos de l'évaluation de la performance concernent à la fois le choix des indicateurs de résultat les plus adéquats

⁴¹ CABY J et GERARD H, « *La création de valeur de l'entreprise* », édition ECONOMICA, Paris, 2001, page 15.

Chapitre II : Notion et caractéristiques de la performance

pour traduire l'efficacité de l'entreprise et le choix des indicateurs relatifs au stock de moyens mis en œuvre.⁴²

Conclusion

Pour conclure ce chapitre nous pouvons dire que grâce à l'analyse financière et au diagnostic financier précédemment définis, le dirigeant d'une entreprise met en place des indicateurs de performance qui sont des outils de mesure permettant une meilleure visibilité sur le pilotage et une pertinence extrême sur la prise de décisions.

Alors, l'essentiel de la performance financière peut se résumer en deux notions. D'abord, la croissance du chiffre d'affaire autant que vrai témoignage de la performance client et de la pertinence de l'offre, ensuite le résultat opérationnel autant que traduction de la capacité de l'entreprise à exploiter au mieux ses ressources et à rémunérer le capital investi par les apporteurs de capitaux.

⁴² Elie COHEN, Analyse financière, éd ECONOMICA, 2004, Paris, page 30

Chapitre III :
Cas pratique :
L'ENIEM

Introduction

A travers notre stage pratique, au sein de l'ENIEM, Oued Aïssi, Tizi-Ouzou, nous avons essayé d'appliquer les fondements de l'analyse financière dans un but précis, celui de mettre en pratique ce que nous avons développé dans la partie théorique, afin de cerner notre recherche et d'apporter des éléments de réponse à notre problématique posée au début de ce travail.

Mais avant d'entamer notre analyse, il y a lieu de commencer par une présentation générale de l'entreprise ENIEM. Ce n'est qu'ensuite que nous ferons une étude financière approfondie portant sur trois exercices antérieurs (2013, 2014 et 2015).

Section 01 : Présentation et organisation de l'ENIEM

Cette section est principalement consacrée à la présentation et l'organisation de l'ENIEM.

1.1. Présentation générale de l'ENIEM

Pour commencer, nous présentons l'évolution historique de l'ENIEM depuis sa création. Ensuite, nous nous intéressons à ses missions et objectifs.

1.1.1. Création de l'ENIEM

Le complexe d'appareils ménagers résultent d'un contrat « produit en main » établi dans le cadre du premier plan quadriennal, et signé le 21 Aout 1971 avec un groupe d'entreprises Allemandes représentées par le chef de file D.I.A.G (groupe allemand de construction de génie civil) pour une valeur de 400 millions de dinars.les travaux de génie civil ont été entamés en 1972 et la réception des bâtiments avec tous les équipements nécessaires a eu lieu en juin 1977 dans la zone industrielle de Oued Aissi à une dizaine de kilomètres à l'est du chef lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou .

La superficie totale est de 55 hectares dont 12 ,5 hectares couverts, il est entré en production le 16-06-1977.

1.1.2. Evolution de l'ENIEM

L'entreprise nationale des industries de l'électroménager est issue de la restructuration de la société nationale de la fabrication et de montage de matériaux électrique (SONELEC), par décret présidentiel n° 83-19 du 02-01-1983, dont le siège social est à Tizi-Ouzou.

Elle est indépendante de l'Etat après la signature des statuts de l'autonomie holdings (SGP) mécaniques et électroniques (HOEMELEC).

L'ENIEM a été chargé de la production et de la commercialisation des produits électroménagers, et disposait à sa création de :

- Complexe d'appareil ménager (CAM) de Tizi-Ouzou entré en production en juin 1977.
- L'unité lampe de MOHAMADIA (ULM) entrée en production en Février 1979.

1.1.3. Le capital social et le patrimoine de l'entreprise

Le 08 /10/1989, l'ENIEM a été transformée juridiquement en société par actions, avec un capital 40.000.000.00 DA celui-ci a été augmenté à 70.000.000.00 DA dans le cadre des mesures d'assainissement arrêtées par la direction centrale du trésor public.

En juillet 1993, le capital de l'entreprise a été porté à 2 957 5000 000,00 DA. Le capital social actuel est de 10 279 800 000 ,00 DA, détenu en totalité (100 %) par la société gestion et de participation.

« Industrie électron-domestique » (INDELEC) son siège est à Tizi-Ouzou depuis 1998, L'ENIEM est organisée en unités et à cette année que l'entreprise est certifiée par l'organisation internationale (AFAQ) : « Association Financière de l'Assurance Qualité ».

L'ENIEM est dotée de :

- trois (03) unités de production qui sont : unité froid, unité cuisson, unité climatisation.
- une unité commerciale.
- une unité de prestation technique (UPT).

- **Unité d'équipement sanitaire :**

Filiale depuis 2005, elle est implantée à MILIANA, sa mission est la fabrication de produits sanitaires tels que lavabos, baignoires...

- **Unité FILLAMP :**

Implantée dans la Wilaya de MASCARA, elle est spécialisée dans la production des lampes à incandescence.

- **Le complexe d'appareils ménagers (CAM):**

Il se trouve à la zone industrielle de Oued Aissi, Wilaya de Tizi-Ouzou il s'étale sur une surface de 55 hectares avec un effectif de 3200 travailleurs.

Mis en place 1977, le complexe a accumulé deux décennies d'expérience industriel et de développement technologique en matière de froid et de climatisation suivant le tableau ci-après.

1.1.4. Tableau récapitulatif de l'évolution de l'ENIEM**Tableau N 03 : Récapitulatif de l'évolution de l'ENIEM**

Années	Développement
1977	-Démarrage de la production des réfrigérateurs petits modèles « partenaires Allemand, DIA.BOSCH ». -Démarrage de l'ancienne usine de cuisinières de réchaud plat 2 feux « partenaire allemand, DIAG-SEPPLEFRIKCE »
1979	-Montage de premiers climatiseurs types fenêtre -Entrée de production des chauffe eau/bain « partenaires allemand BACH-RINS et MARY » France et contrat Espagne
1982	-Introduction de montage de petits appareils ménagers MAC-SC
1986	-Entrée d'exploitation de la nouvelle usine de réfrigérateurs et congélateurs grands modèles « partenaire japonais MATSH-TOSHIBA »
1987	-Arrêt de la production de PAM
1989	-Arrêt de production de réchaud plat 2F -Passage de l'ENIEM à l'autonomie conformément à la loi 28-01 portant sur l'orientation d'EPE
1990	-Arrêt de production de l'ancienne cuisinière et vente de ses équipements - Intégration de l'ancienne usine réfrigérateurs à la nouvelle « INTER- CODS-TECHNOGAS »
1991	Entrée en production de la nouvelle usine cuisinière de partenaire Italien « INTER-COOPS-TECHNOGAS »
1992	Mise en place de l'usine congélateurs horizontaux « BAHUT » de partenaire Libanais l'EMATIC
1993	Réalisation de radiateurs gaz butane à panneaux catalytiques, produits conçus et réalisés par l'ENIEM
1994	Réalisation de chaud plat au feu. Abandon de la production « CE »

1995	Entrée en production de réfrigérateurs 520L. -Montage de petits appareils ménagers « partenaire ITALISTAMP »
1996	Entrée de production de PAM/ SC et MACIALISTAMP Reprise de comptoirs et armoires frigorifique
1997	Abandon de réchaud plat 04 feux -Reconversion de CFC -Changement des équipements dans le cadre de la reconnaissance des CFC
1998	Certification de l'entreprise « ISO » par l'organisme français AFAQN, qualité 1998. -1993 / valide au 30/06/2001

Source : Document interne à l'ENIEM

De 1998 à nos jours, l'ENIEM est sujet à une restructuration des complexes appareils ménager qui a donné naissance à des unités suivantes : Unité froid, unité des cuisinières, unité des climatiseurs, unité des prestations techniques.

1.1.5. Mission et objectifs de l'ENIEM

1.1.5.1. Mission de l'ENIEM

La mission de l'ENIEM est la fabrication, Le montage, Les développements et la commercialisation des appareils ménagers, le développement et la recherche dans le domaine des branches clés de l'électroménager notamment :

- Appareils de réfrigération
- Appareils de climatisation
- Appareils de cuisson
- Petits appareils ménagers (PAM).

1.1.5.2. Objectif de l'ENIEM

L'ENIEM s'est assignée plusieurs objectifs afin d'assurer un impact plus performant au niveau de ses fonction à savoir :

- Accroître la satisfaction des clients
- Diversifier les produits
- Améliorer les compétences du personnel
- Réduire les rebuts

- Augmenter la valeur de la production
- Améliorer le chiffre d'affaire

1.1.6. La position de l'ENIEM sur le marché et sa politique qualité

L'ENIEM à travers sa commercialisation de ses produits, arrive à les vendre sur le marché local et extérieur.

1.1.6.1. Sur le marché local

L'entreprise détient un pouvoir de vente de ses produits sur le marché national en possédant une clientèle très variée, actuellement l'ENIEM procède à l'ouverture de dépôts de ventes propres dans plusieurs régions sur le territoire national, pour une meilleure implantation.

L'ENIEM détient des parts de marché qui varient entre 60 et 65% pour les réfrigérateurs et les cuisinières, 40% pour les climatiseurs et enfin 30% pour les sanitaires.

1.1.6.2. Sur le marché extérieur

L'exportation des produits vue l'importance des devises pouvant faire face au financement des importations en matières premières qui représentent 80% de toutes les Achats.

L'ENIEM est la première entreprise Algérienne à être certifiée aux normes ISO 9002 EN 1998 ET ISO 9001 / 2003 et renouvelée en 2006 stipulant sa conformité aux normes internationales.

1.1.6.3. La politique qualité :

Dans le souci d'accroître la satisfaction de ses clients, l'entreprise base sa politique qualité sur l'amélioration continue de ses processus, produits et services tout en préservant l'environnement par la mise en place d'un système d'aménagement environnemental ISO 14001.

La politique qualité se manifeste par la volonté de la direction générale à :

- Accroître la satisfaction des clients
- Développer les compétences et la communication
- Veiller à la réduction des coûts de non qualité par la maîtrise des processus
- Améliorer en continu l'efficacité du système de management qualité

Les objectifs qualité pour l'année 2013 sont :

- L'amélioration de la gestion des déchets.

- La rationalisation de la consommation des énergies et fluides.
- La prévention des risques de pollution.
- La sensibilisation des parties intéressées.
- La formation du personnel sur l'environnement.

Les cibles pour l'année 2013 sont :

- Réduire les déchets générés de 1%
- Elever le niveau de tri des déchets de 2%
- Réduire les stocks morts de 4%
- Ratio consommation de d'eau/production < à 20M³/tonne
- Ratio consommation d'énergie électrique/production < à 635 KWh/tonne
- Ratio consommation de gaz/production < à 1.76 kTh/tonne
- Mesurer les rejets atmosphériques
- Former 200 agents sur l'environnement
- Continuer la sensibilisation des fournisseurs, agents agréés et les sous-traitants sur l'environnement.

1.2. Organisation de l'ENIEM

Cette section va nous permettre de situer le mode d'organisation de l'ENIEM et son organigramme.

1.2.1. La direction générale

La direction générale est chargée de définir la stratégie globale de l'entreprise (administration financière, investissement, politique sociale et organisationnelle). Elle gère le porte feuille stratégique de l'entreprise et procède à l'élaboration des ressources financières d'ensemble ainsi qu'elle fournit aux autres structures un certain nombre de services communs (fiscalité, assurances ...etc.).

La direction s'assure de contrôler le personnel, elle nomme et replace les directeurs centraux et d'unités et elles approuvent aussi les propositions de nomination des cadres supérieurs.

La direction générale comprend six(06) directions centrales à savoir :

- Direction industrielle
- Direction du développement et de partenariat

- Direction des finances et comptabilité
- Direction des ressources humaines
- Direction de planification et de contrôle de gestion
- Direction de marketing et communication.

1. 2.2. Les unités de l'ENIEM

L'ENIEM est composée de trois (03) unités, unité de production, une unité commerciale et une unité prestation technique.

1. 2.2.1. Les unités de production :

Les unités de production sont indépendantes et susceptibles d'être et qui sont :

a) Unité froid :

L'effectif de cette unité est de 1562 agents, procède des bâtiments industriels, ses fonctions principales sont :

- Injection plastique et polystyrène
- Transformation des tôles et tubes (presse-soudeuse-refend-âge)
- Traitement et revêtement de surface (peinture et plastification)
- Injection mousse polyuréthane (3 lignes)
- Thermoformage de plaque plastique
- Assemblage produit (montage final- 3 lignes)
- Unité (Air compresse- eau chaude-azote station de gaz cyclopentane- énergie- électrique)
- Laboratoire d'essai produits chimiques- métallurgie
- Structure des soutien- maintenance de gaz-contrôle de qualité- études méthodes
- Unité froid est composée de 3 lignes de produits

1^{ère} ligne :

- Réfrigérateur petit modèle dont à capacité de production est de 110.000 appareils par an réalisé en deux équipes
- Donneur de licence : BOSCH –Allemagne – 1977

2^{ème} ligne :

- Réfrigérateur grand modèle dont les capacités installées sont de 390.000 appareils par an réalisé en deux équipes (4 modèles de réfrigérateur)

- Donneur de licence : TOSHIBA JAPAN -1987

3^{ème} ligne :

- Congélateur dont les capacités sont 60 000 appareils par an (3 modèles de fabrique)
- Donneur de licence : LEMATIC –LIBAN-1993.

b) Unité cuisson

L'effectif de cette unité est de 438 agents, le potentiel industriel de l'unité de cuisson est constitué des matières suivantes :

- Transformation de tôles et tubes (presse-soudeuse)
- Traitement et émaillage
- Tangage et chromage de composants métalliques
- Assemblage de produits (montage final)
- Laboratoire d'essai produit
- Structure de soutien (maintenance zone études sur méthodes)

Les capacités installées sont de 150.000 appareils par an en deux équipes (4 modèles de cuisinières sont fabriqués).

Donneur de licence : techno gaz- Italie- (99)

c) Unité de climatisation

Effectifs de l'unité 230. Le potentiel industriel de climatisation est constituée des matières suivantes :

- Transformation de tôles et tubes (presse - soudeuse - plieuse...)
- Traitement et revêtement de surface (peinture)
- Assemblage produits (montage final) composé de lignes de montage (chaîne climatisation, stylo et fenêtre et chaîne pour autre produit RGB chauffe bain).
- Les capacités installées sont de 60 000 appareils par an. Pour les climatisations types fenêtre et Splyt système en deux équipes.
- Donneur de licence : Air Conditionné (AC)- France 1977 cette unité procède également des capacités installés pour la fabrication de :
- Chauffage à gaz butane catalytique 50 000 appareils par an.
- Comptoir et armoires frigorifiques

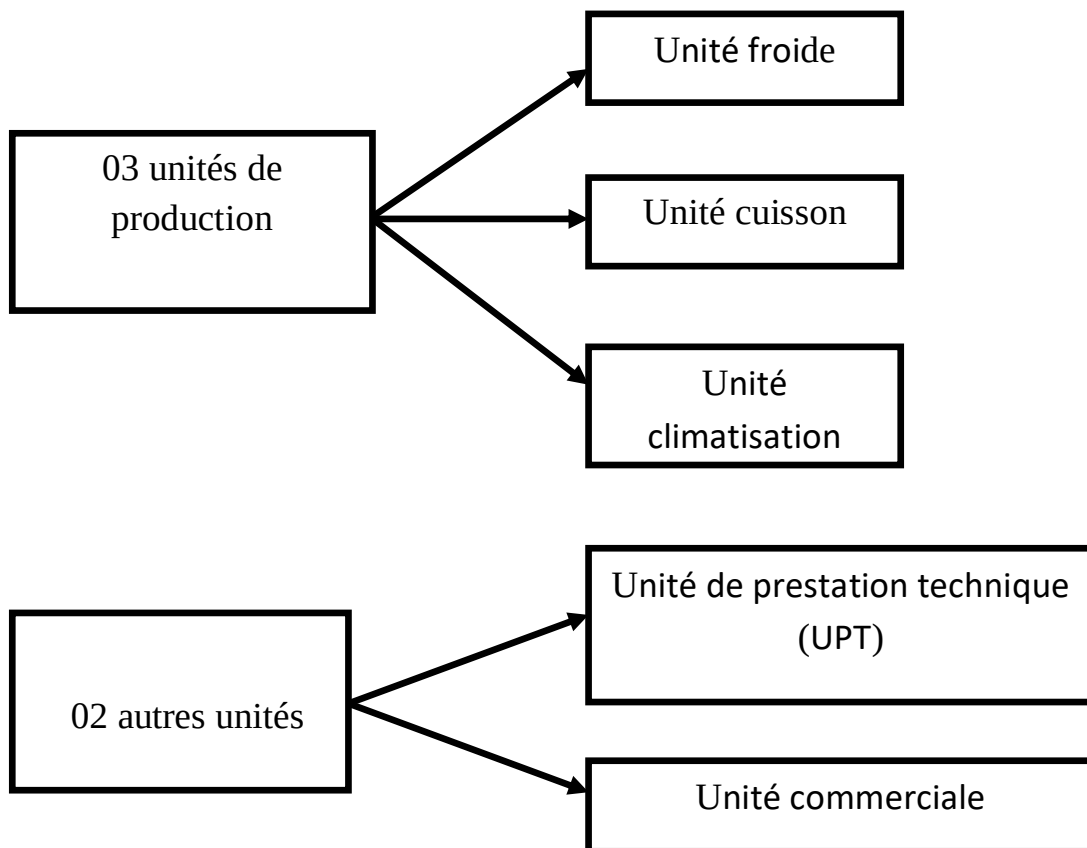
1.2.2.2. Unité commerciale

Elle est chargée de la commercialisation des produits fabriqués par les unités de production son effectif est de 213 agents.

1.2.2.3. Unité prestations techniques

Elle réalise des travaux ou prestations techniques pour le compte des autres unités ou pour des clients externes.

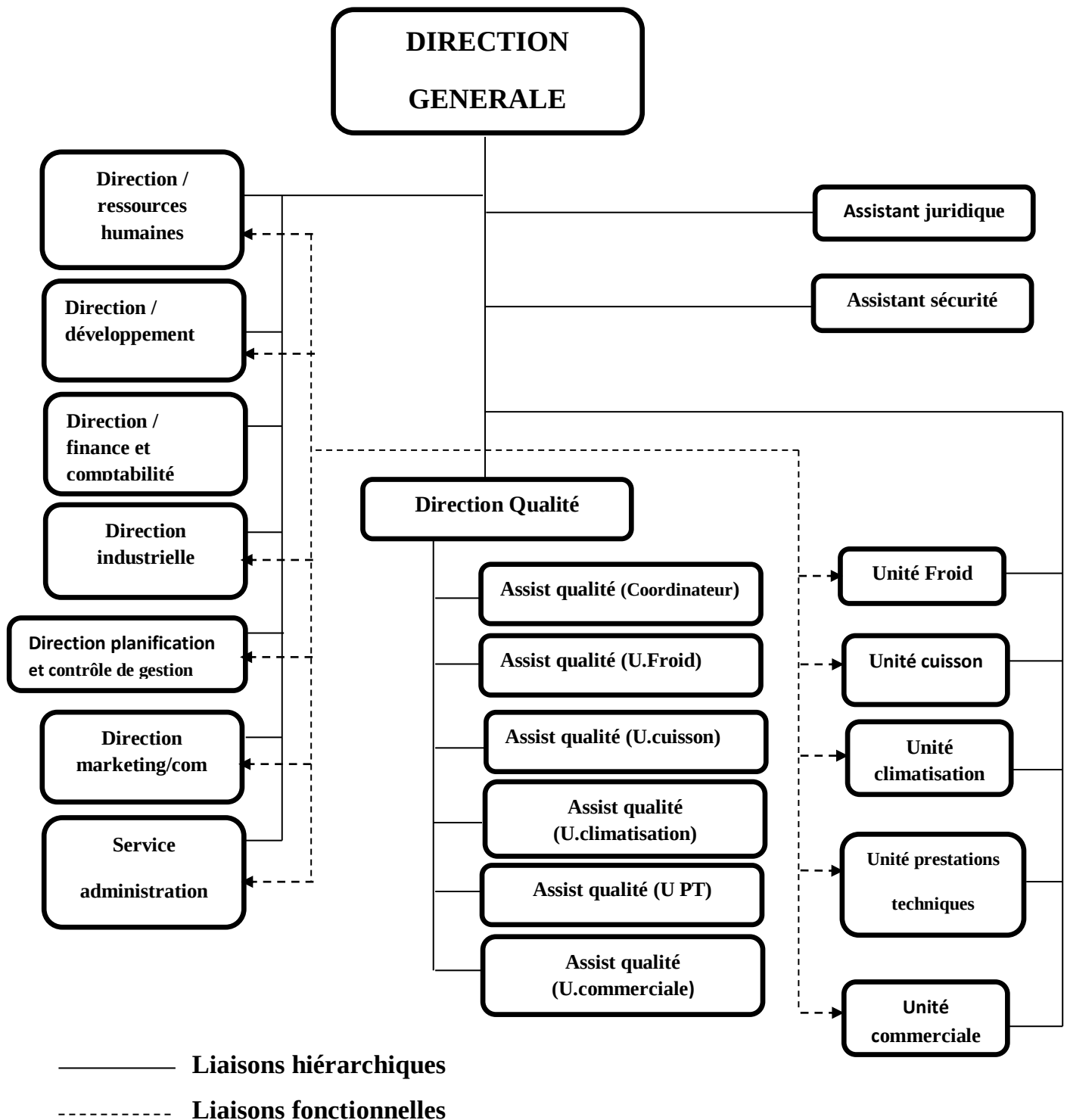
Schéma N 06 : Activités de l'ENIEM



Source : Document interne ENIEM

1.2.3. L'organigramme général de l'ENIEM

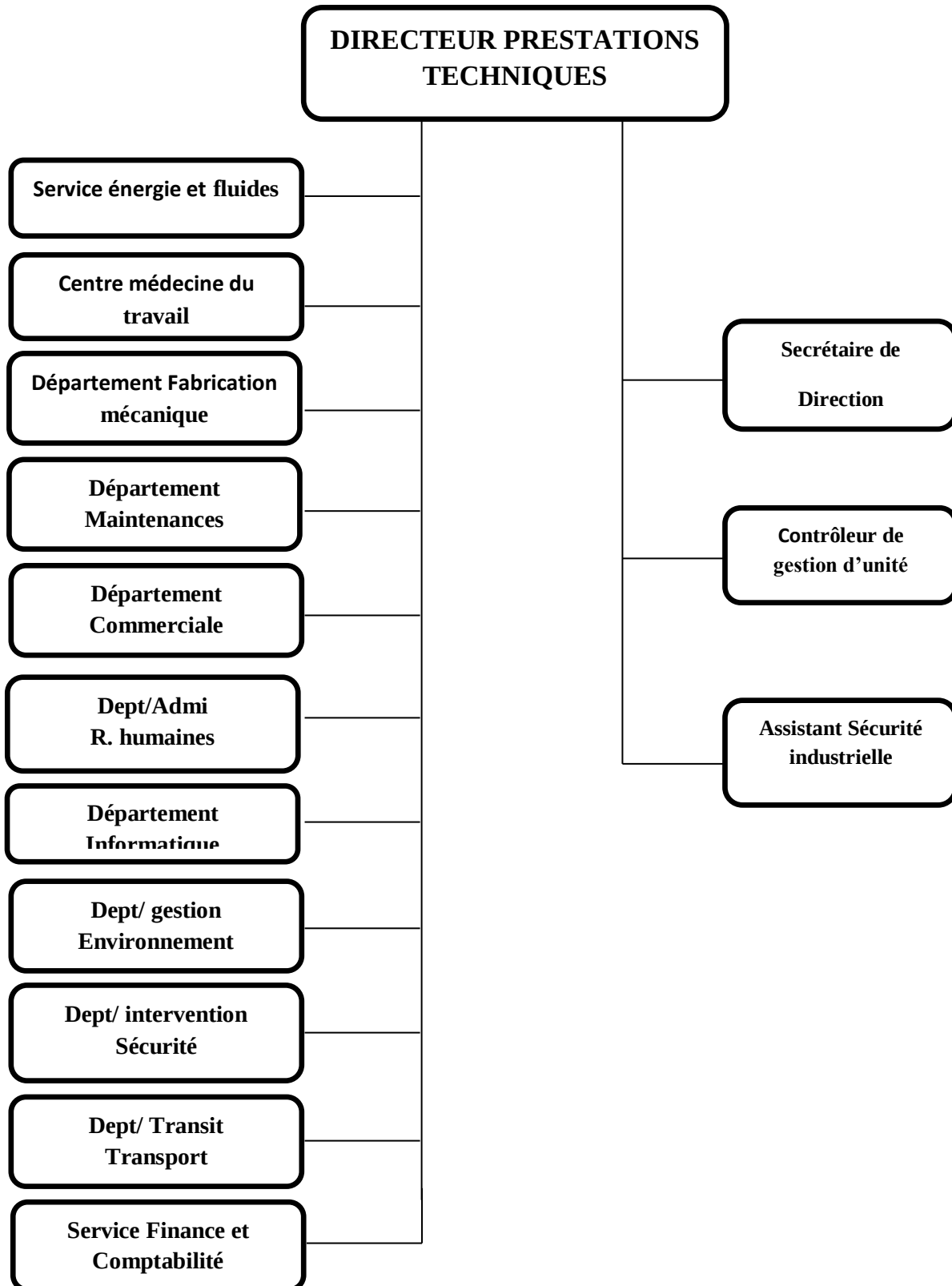
Schéma N 07 : Organigramme général de l'ENIEM



Source : Document interne ENIEM

1.2.4. Organigramme de l'unité prestation technique :

Schéma N 08 : Organigramme de l'unité de prestation de l'ENIEM



Source : Document interne à l'ENIEM

Section 02 : Diagnostic financier de l'activité à partir des états financiers

En ce qui concerne le diagnostic financier de l'activité de l'ENIEM, nous avons fait une étude financière portant sur trois exercices antérieurs (2013, 2014 et 2015).

2.1. A partir des bilans financiers

Nous présentons d'abord les bilans financiers en grandes masses puis nous procédons à l'analyse de l'équilibre financier.

2.1.1. Bilans financier des années 2013, 2014 et 2015**Tableau N 04 : Emplois des bilans financiers de 2013, 2014 et 2015**

Emplois	2013	2014	2015
VALEURS D'IMMOBILISATION	9 386 044 005,49	9 352 451 536,07	9 668 281 274,67
Immobilisations incorporelles	3 510 351,00	3 122 666,00	2 759 866,00
Immobilisations corporelles	8 182 024 522,79	8 067 069 005,27	7 988 719 035,28
Immobilisations en cours	47 470 660,60	76 488 291,25	198 376 121,81
Immobilisations financières	485 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
Autre immobilisation financière	602 514 004,04	590 108 057,34	590 231 254,64
Impôt différés actif	65 524 477,06	130 663 516,21	403 194 996,94
VALEUR D'EXPLOITATION	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
Stocks et en cours	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
VALEURS RÉALISABLES	1 610 872 806,66	1 539 633 916,17	2 083 055 411,53
Créances clients	922 306 777,25	788 298 320,60	1 061 407 096,52
Autres débiteurs	560 241 893,31	601 854 729,08	745 767 943,68
Impôts et assimilés	112 895 439,62	140 275 534,20	275 880 371,33
VALEURS DISPONIBLES	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07
Banque, établissement financier	237 439 231,25	237 512 449,61	405 033 148,07
Caisse	571 544,00	616 277,00	599 982,00
Régies d'avances et accréditifs	10 000,00	10 000,00	00,00
Totaux	16 200 954 138,38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01

Source : réalisé à partir des données de l'ENIEM.

Tableau N 05 : Les ressources des bilans financiers pour 2013, 2014 et 2015

Ressources	2013	2014	2015
FONDS PROPRES	373 329 453,33	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
Capital émis	13 114 531 337,69	13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
Réserves légale	270 150 057,49	285 632 230,67	285 632 230,67
Écart de réévaluation	141 023 109,51	138 799 574,48	137 475 497,97
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	35 822 173,18	-263 195 494,16	-910 482 042,40
Autres capitaux propres – Report à nouveau	107 819 603,36	76 500 195,16	-290 578 480,07
DETTES A LONG ET MOYEN TERME	1 358 926 880,89	1 409 850 228,14	1 928 421 752,54
Emprunt et dettes financières	762 441 995,69	938 951 592,33	1 315 461 188,98
Impôts différés passif	144 411 123,90	124 371 279,81	109 778 089,05
Provisions et produits comptabilisé d'avance	452 073 761,30	346 527 356,00	503 182 474,51
DETTES A COURT TERME	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
Fournisseurs et c. rattachés	522 731 922,48	420 176 296,29	551 702 773,70
Impôt	219 651 448,60	92 793 673 ,96	217 372 607,10
Autres dettes	320 928 383,00	341 105 634,50	401 032 701,01
Banque, établissements financiers et assimilés	109 369 222,18	677 593 353,86	1 390 768 002,80
Totaux	16 200 954 138,38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01

Source : réalisé à partir des données de l'ENIEM

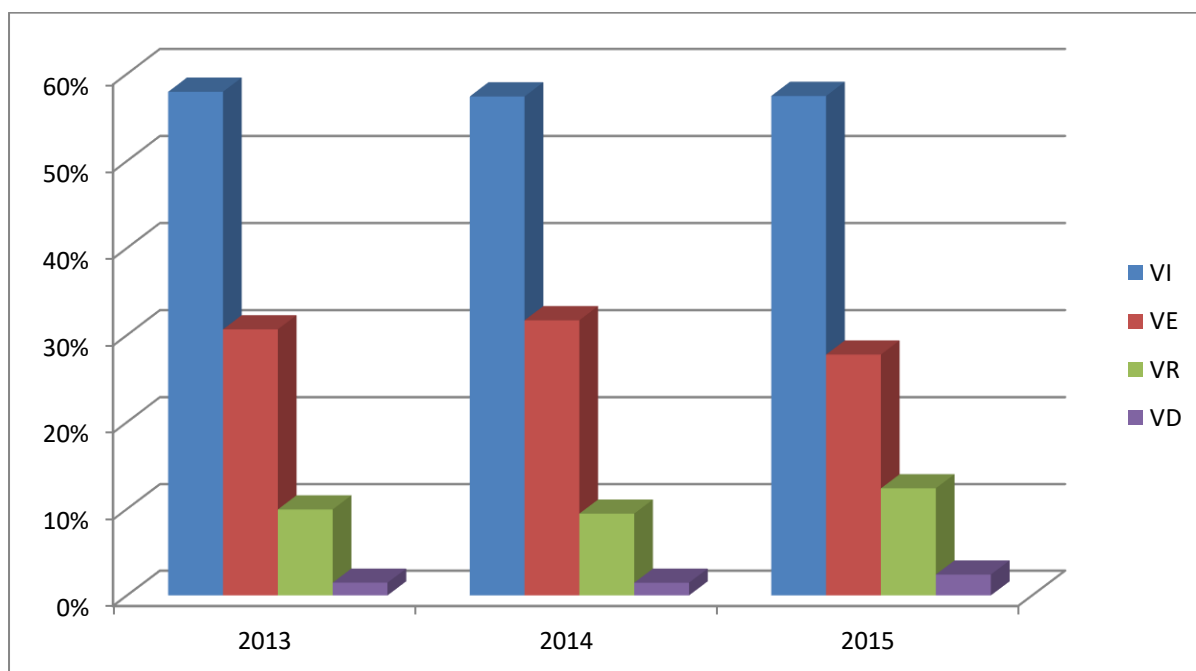
2.1.2. Structure et interprétation des bilans en grande masse pour 2013, 2014 et 2015

Tableau N 06 : Emplois des bilans en grande masse pour 2013, 2014 et 2015

Éléments	2013	%	2014	%	2015	%
Valeurs immobilisées	9 386 044 005,49	57,94	9 352 451 536,07	57,40	9 668 281 274,67	57,46
Valeurs d'exploitation	4 966 016 550,98	30,65	5 163 562 851,74	31,69	4 668 906 564,74	27,75
Valeurs réalisables	1 610 872 806,66	09,94	1 539 633 916,17	09,45	2 083 055 411,53	12,38
Valeurs disponibles	238 020 775,25	01,47	238 138 726 ,61	01,46	405 633 130,07	02,41
Totaux	16 200 954138,38	100	16 293 787 030,59	100	16 825 876 381,01	100

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique 01 : Représentation graphique des emplois des bilans 2013, 2014 et 2015 (%)



Source : réalisé par nous-mêmes

- **Les valeurs immobilisées**

La lecture du bilan pour les trois années, nous a permis de constater que la part des immobilisations dans l'actif de l'entreprise prend un pourcentage très significatif par rapport à l'actif total, soit 57% pour les trois exercices, ce qui est normal pour toute entreprise à caractère industriel où les équipements et les machines prennent une part très importante dans le capital de l'entreprise.

Nous constatons une légère évolution des Actifs Non Courant durant l'exercice 2015 de 315 MDA soit 0,06% par rapport à l'exercice 2014 qui s'explique par :

-Immobilisations Corporelles : Constatations d'une baisse de 78 MDA soit -0.97%

-Immobilisations en Cours : La variation est de 122 MDA soit une augmentation de 159% durant l'exercice 2015 qui s'explique par l'avance de 100 MDA soit 30% versée au fournisseur AE Italie dans le cadre du projet modernisation des réfrigérateurs GM et l'acquisition de divers équipements pour le même projet de 25 MDA.

-Impôts Différés Actif : Le compte affiche un solde de 403 MDA au 31/12/2015 contre 131 MDA en 2014, soit une variation de +272 MDA.

- **Les valeurs d'exploitation :**

Les valeurs d'exploitation prennent une part considérable dans l'actif de bilan soit 31.69 % en 2014, soit une légère hausse par rapport à l'exercice 2013, qui est due essentiellement au non écoulement des produits en stock (réfrigérateurs et climatiseurs), ceci revient au fait que l'entreprise ne dispose pas d'un bon réseau de distribution qui lui permettra d'épuiser à temps ses produits fabriqués, ainsi pour éviter d'éventuels couts de stockage, d'où les recommandations suivantes :

- L'entreprise doit développer et renforcer son réseau de distribution,
- Améliorer son service après ventes et organiser des ventes promotionnelles qui seront accompagnées d'une campagne publicitaires.

Les valeurs d'exploitations représentent 27.75% en 2015 et 31.69% en 2014, soit une diminution de -9.57% qui s'explique en grande partie par la diminution dans les stocks produits finis de -417 MDA soit -13.93% durant l'exercice 2015, et -46 MDA soit -55.30% pour les achats Stockés.

- **Les valeurs réalisables :**

Les valeurs réalisables de l'entreprise sont stables dans les deux années soit 9.94% en 2013 et 9.45% en 2014. Une légère baisse des créances soit - 71 239 KDA est constatée pour l'année 2014.

Les valeurs réalisables de l'entreprise enregistrent une hausse de 543 MDA soit 35.30% en 2015.

Globalement, ces créances sont détenues essentiellement sur les entreprises et organismes publics ainsi que sur les œuvres sociales, et sont matérialisées par des conventions où les modalités de paiement négociées garantissent un paiement selon les échéanciers préalablement convenus.

L'entreprise doit fournir plus d'effort dans sa politique de recouvrement des créances afin de garder un équilibre dans sa trésorerie.

- **Les valeurs disponibles :**

On remarque que durant les trois exercices les valeurs disponibles sont inférieures à 5%, malgré une augmentation de 167 MDA soit 70.33% durant l'exercice 2015. Ce qui signifie que l'entreprise gère bien ses liquidités.

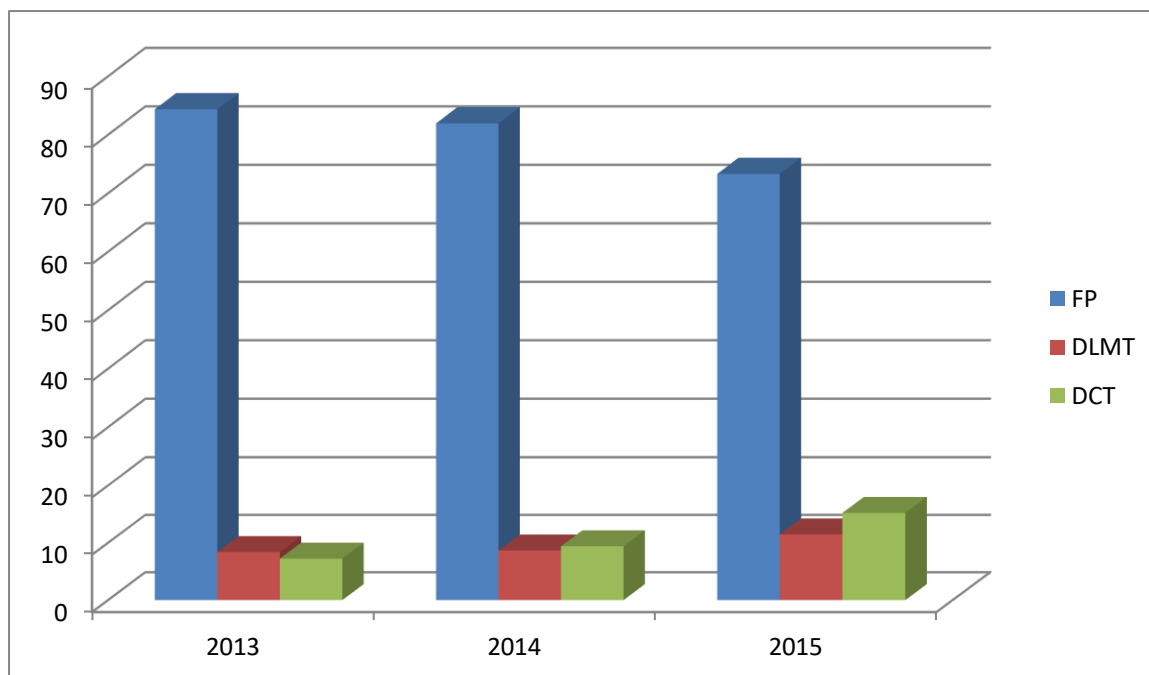
La trésorerie de l'entreprise se pénalise perpétuellement suite aux bonus qu'elle verse aux travailleurs admis à la retraite.

Tableau N 07 : Les ressources du bilan en grandes masses pour 2013, 2014 et 2015

Éléments	2013	%	2014	%	2015	%
Fonds propres	13 669 346 281,23	84,37	13 352 267 843,84	81,95	12 336 578 543,86	73,31
DLMT	1 358 926 880,89	08,39	1 409 850 228,14	08,65	1 928 421 752,54	11,46
DCT	1 172 680 976,26	07,24	1 531 668 958,61	09,40	2 560 876 084,61	15,22
Totaux	16 200 954 138,38	100	16 293 787 030,59	100	16 825 876 381,01	100

Source : Elaboré à partir des documents internes de l'ENIEM

Graphique N 02 : Représentation graphique des ressources des bilans 2013, 2014 et 2015



Source : Elaboré par nous-mêmes

- Les fonds propres :**

Le taux des fonds propres de l'entreprise représente (84,37 %, 81,95 % et 73,31%) du total du passif, respectivement dans les trois exercices 2013, 2014 et 2015, par différences à celui des dettes qui représente 15, 63% en 2013, 18,05% en 2014 et de 26,68% en 2015 ce qui

implique que l'entreprise jouie d'une autonomie financière, d'une capacité d'emprunt qui rassure.

- **Les dettes à long et moyen terme :**

Le pourcentage des DLMT de l'entreprise (08, 39% pour 2013, 08,65% pour 2014 et 11,46% pour 2015) est très minime, ce qui signifie que l'entreprise ne recourt pas excessivement à l'emprunt pour investir, ce qui est remarquable même au niveau des valeurs immobilisées qui n'ont pas subi d'augmentations remarquables entre les deux premiers exercices.

L'essentiel des DLMT est constituées d'emprunt et dettes financières pour 939 MDA en 2014 contre 762 MDA en 2013.

Mais on constate une hausse de 519 MDA soit 36.78% durant l'exercice 2015 qui s'explique par :

-Evolution des Emprunts et Dettes Financières de +377 MDA soit+40.10% due à des augmentations des:

- Fonds débloqués sur compte PLD « Mise à niveau des installations ».
- Fonds débloqués sur compte PLD « Formation ».

-Evolution des Provisions pour pensions et Obligations Similaires de +157 MDA soit +47.02%.

- **Les dettes à court terme :**

Elles représentent un taux faible qui est de 7,24% en 2013, 9,40 % en 2014 et 15,22% en 2015.

Une légère hausse de 358 988 KDA est constatée durant l'année 2014 qui est due essentiellement à un découvert mobilisable à 180 jours de 650 MDA auprès de la BEA.

On enregistre une autre hausse de 1029 MDA soit 67.20% durant l'exercice 2015 qui est due aussi à un découvert mobilisable à 180 jours de 1 364 MDA auprès de la BEA.

2.1.3. Analyse de l'équilibre financier

Dans cette partie nous allons calculer et interpréter : le fonds de roulement, le besoin en fond de roulement et la trésorerie.

2.1.3.1. L'équilibre financier à long terme

Il concerne le fonds de roulement, et nous allons le calculer par deux méthodes :

a) Par le haut du bilan

Tableau N 08 : Calcul des fonds de roulement par le haut de bilan

Éléments	2013	2014	2015
Capitaux propres (1)	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
DLMT (2)	1 358 926 880,89	1 409 850 228,14	1 928 421 752,54
Valeurs immobilisées (3)	9 386 044 005,49	9 352 451 536,07	9 668 281 274,67
FR = (1) + (2) - (3)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021,73

Source : réalisé à partir des données de l'ENIEM

$$\text{Fonds de roulement} = (\text{Capitaux propres} + \text{DLMT}) - \text{V. immobilisées}$$

Le fond de roulement pour les trois années est positif, cela signifie que les emplois durables sont intégralement financés par des ressources stables.

Dans ce cas ENIEM réalise un équilibre financier à long terme et dégage une marge de sécurité qui représente une part des capitaux permanents après financement des valeurs immobilisées et qui est affectée aux financements des emplois circulants.

b) Par le bas du bilan

Tableau N 09 : Calcul des fonds de roulement par le bas de bilan

Éléments	2013	2014	2015
V. d'exploitations (1)	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
V. réalisables (2)	1 610 872 806,66	1 539 633 916,17	2 083 055 411,53
V. disponibles (3)	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07
Dettes à Court terme(4)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
FR = (1) + (2) + (3) - (4)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021,73

Source : réalisé à partir des données de l'ENIEM

$$\text{Fonds de roulement} = \text{actif circulant} - \text{dettes à court terme}$$

Dans ce cas ENIEM réalise un équilibre financier mais nous remarquons une baisse pour l'année 2015 qui est dû à l'augmentation des concours bancaires de 109.85% par rapport à 2014.

2.1.3.2. L'équilibre financier à court terme

IL concerne le besoin en fonds de roulement

Tableau N 10 : Calcul des besoins en fonds de roulement

Éléments	2013	2014	2015
V. d'exploitations(1)	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
V. réalisables(2)	1 610 872 806,66	1 539 633 916,17	2 083 055 411,53
C. bancaire (3)	109 369 222,18	677 593 353,86	1 390 768 002,80
Dettes à Court terme(4)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
BFR (1) + (2) + (3) - (4)	5 513 577 603,56	5 849 121 163,16	5 581 853 894,46

Source : réalisé à partir des données de l'ENIEM

$$\text{BFR} = \text{V. d'exploitations} + \text{V. réalisables} + \text{concours bancaires} - \text{Dettes à Court terme}$$

A travers les résultats obtenus dans le tableau, nous remarquons que l'entreprise a dégagé un BFR positif durant toute la période de notre étude. Cela veut dire que les besoins de financement à court terme sont supérieurs aux ressources de financement à court terme.

Dans ce cas, l'entreprise doit financer ses besoins d'exploitations par le fonds de roulement.

Cette situation nous permet de dire que l'entreprise a réalisé un équilibre financier à court terme.

Nous remarquons que le besoin en fonds de roulement est important à cause de :

- Délai d'écoulement de produit finis qui est long (entre 141 et 189 jours).
- Difficulté dans la gestion des approvisionnements (entre 164 et 123 jours).

Nous remarquons aussi que le besoin en fonds de roulement diminue d'une année à une autre à cause de l'augmentation des dettes à court terme (concours bancaires).

Pour cela il serait à recommander :

- une rotation des stocks plus fluide.
- La diminution des délais de règlement accordés aux clients.
- L'obtention d'un allongement de la durée du crédit fournisseurs.

2.1.3.3 La trésorerie nette :

Tableau N 11 : Calcul de la trésorerie nette

Éléments	2014	2015	2016
FR (1)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021,73
BFR (2)	5 513 577 603,56	5 849 121 163,16	5 581 853 894,46
TN (1)-(2)	128 651 553,07	-439 54 627,25	-985 134 872,73

Source : Elaboré par nous-mêmes

Nous remarquons une trésorerie nette positive en 2013 ce qui signifie que l'entreprise assure un équilibre financier à court terme. Alors que pour 2014 et 2015 il y a eu un résultat négatif ce qui signifie que l'entreprise ne dispose pas suffisamment de ressources financières pour faire face à la dette à court terme, ceci explique le recours excessif de l'entreprise aux concours bancaires.

2.2. A partir des comptes de résultat

Dans cette partie nous avons calculé les taux d'évolution des soldes intermédiaires de gestion et présenté leurs interprétations, puis nous avons déterminé la capacité d'autofinancement et son interprétation.

2.2.1. Présentation et interprétation des soldes intermédiaires de gestion (SIG)

Tableau N 12 : Calcul des soldes intermédiaires de gestion pour 2013, 2014 et 2015

LIBELLE	2013	2014	TC %	2015	TC%
Vendue et produits annexes	5 802 380 717,74	5 000 555 284,19	-13,81	5 381 308 657,82	7,61
Variation stocks produits finis et en cours	341 151 846,81	739 773 884,53		-288 790 988,80	
Production immobilisée	4 019 856,99	1 930 379,06		8 313 643,89	
Subventions d'exploitation	0,00	0,00		0,00	
I- PRODUCTION DE L'EXERCICE	6 147 552 421,54	5 742 259 547,78	-06,59	5 100 831 312,91	-11,17
Achats consommés	3 948 383 222,41	3 641 809 442,01		3 704 299 351,00	
Service extérieurs et autre consommation	245 937 012,72	213 757 953,83		197 742 135,40	
II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE	4 194 320 235,13	3 855 567 395,84	-08,07	3 902 041 486,40	01,20
III- VALEUR AJOUTÉE	1 953 232 186,41	1 886 692 151,94	-03,40	1 198 789 826,51	-36,46
Charge de personnels	1 584 579 284,29	1 656 834 450,53		1 488 238 339,33	
Impôts, taxes et versements assimilés	101 689 288,36	77 602 200,79		90 310 243,16	
IV- EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	266 963 613,76	152 255 500,62	-42,96	-379 758 755,98	-349,42
Autre produit opérationnel	109 078 506,59	67 046 293,43		69 169 979,62	
Autre charge opérationnel	415 443 656,62	494 126 951,44		430 957 821,27	
Dota aux amort / prov perte de valeur	272 860 382,85	390 123 035,86		700 093 329,28	
Reprise sur pertes de valeur et provisions	362 848 153,22	304 281 561,88		285 551 044,24	
V- RÉSULTAT D'EXPLOITATION	50 586 234,10	-360 666 631,37	-812,97	-1 156 088 882,67	-420,54
Produits financiers	21 389 116,09	34 130 064,48		67 754 834,93	
Charges financières	41 536 193,68	49 217 905,09		123 964 554,75	
VI - RÉSULTAT FINANCIER	-20 147 077,59	-15 087 840,61		-56 209 719,82	
VII- RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS	30 439 156,51	-375 754 471,98	-1334,4	-1 212 298 602,49	-422,63
Imposition différée actif	-4 977 316,76	-112 558 977,82		-301 816 560,09	
Imposition différée passif	-405 699,91	0,00		0,00	
VIII- R. DE L'EXERCICE	35 822 173,18	-263 195 494,16	-834,72	-910 482 042,40	-445,93

Source : réalisé à partir des tableaux de comptes de résultats de l'ENIEM

A l'aide des taux d'évolution nous pouvons interpréter les soldes intermédiaires de gestion ainsi :

- **Production de l'exercice**

La production de l'exercice s'est relativement stabilisée durant les trois exercices avec des variations à la baisse de 06.59% en 2014 dû à la diminution des ventes, et une baisse de 11,17 en 2015 à cause de la variation négative des stocks de produit finis.

- **Valeur ajoutée**

La valeur ajoutée, indicateur de création de valeur par l'entreprise, a connu une baisse de 03,40% de 2013 à 2014 à cause de recul des ventes -13,18%, et une baisse remarquable entre 2014 et 2015 de 36,46% à cause de :

-La baisse de l'activité en raison de l'arrêt de production de l'unité cuisson, et la sous activité de la production de réfrigérateurs.

-L'augmentation des coûts des achats consommés de 290 MDA (par rapport à leurs niveaux de 2014) sous l'effet de la dévaluation, ce qui impacte négativement les coûts de production et les marges commerciales.

-La variation négative des stocks de produits finis de - 288 MDA. Cette variation traduit un volume de ventes sur stocks conséquent ainsi que par une insuffisance des marges commerciales.

Ainsi, sur un volume de ventes global de 209 985 produits, 20 596 produits proviennent des stocks antérieurs.

- **L'excédent brut d'exploitation**

L'excédent brut d'exploitation a connu une baisse de 42,96% de 2013 à 2014, cela est dû à la baisse de la valeur ajoutée – 66 MDA et à l'augmentation des charges du personnel 72 MDA. Toutefois, on remarque qu'en 2015 on a obtenu un l'EBE négatif on parle donc d'insuffisance brut d'exploitation de 379 MDA, cela est dû toujours à la diminution de la valeur ajoutée.

- **Résultat d'exploitation hors produits et charges financiers**

Le résultat d'exploitation a connu une baisse de 812,97% de 2013 à 2014, cela est dû à la diminution de l'excédent brute d'exploitation.

Pour 2015 une diminution de 420,54% à cause des niveaux de la valeur ajoutée et de l'EBE enregistrés et à la comptabilisation d'une charge de 426 MDA en régularisation de la provision des départs en retraite.

• Résultat courant avant impôt

Le résultat courant avant impôt a connu une baisse durant les deux années 2014 et 2015 influencé par les charges financières.

• Résultat net

Le résultat net a connu une perte en 2014 et une forte perte durant l'année 2015 cette dégradation est due aux différents soldes intermédiaires et surtout celui de la production et du résultat d'exploitation.

2.2.2. Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

Le calcul de la capacité d'autofinancement se fait essentiellement par deux méthodes, la première est dite directe (soustractive) et la deuxième est indirecte (additive).

Tableau N 13 : Calcul de la CAF par la méthode soustractive

Désignation	2014	2015	2016
Excédent brut d'exploitation	266 963 613,76	152 255 500,62	-379 758 755,98
Autres produits	109 078 506,59	67 046 293,43	69 169 979,62
Autres charges	415 443 656,62	494 126 951,44	430 957 821,27
Résultat financier	-20 147 077,59	-15 087 840,61	-56 209 719,82
Impôts différés	5 383 016,67	112 558 977,82	301 816 560,09
CAF	-54 165 597,19	-177 354 020,1	-495 939 757,3

Source : Calculé par nous-mêmes

Tableau N 14 : Calcul de la CAF par la méthode additive

Désignation	2014	2015	2016
Résultat de l'exercice	35 822 173,18	-263 195 494,16	-910 482 042,40
Dotation aux amortissements	272 860 382,85	390 123 035,86	700 093 329,28
Reprise sur perte de valeur	362 848 153,22	304 281 561,88	285 551 044,24
CAF	-54 165 597,19	-177 354 020,1	-495 939 757,3

Source : Calculé par nous-mêmes

Pour les trois années, le résultat net a marqué une forte diminution, plus l'augmentation des charges d'amortissement ont donné une CAF négative donc pour les trois exercices l'ENIEM n'a pas dégagé des ressources de financement, ce qui signifie que non seulement aucun surplus financier n'est dégagé par l'entreprise pour financer l'actif, mais au contraire celle-ci fait appel à des ressources externes pour parachever le financement.

La CAF s'aggrave d'une année à une autre, cela signifie que ENIEM a perdu en rentabilité. Dans ce genre de cas, l'ENIEM doit améliorer sa capacité d'autofinancement en augmentant les produits encaissables (prix de vente, fidéliser les clients, proposer un nouveau produit) et en diminuant les charges (charges financières et charges fixes).

L'ENIEM est une société par action étatique qui ne distribue pas des dividendes, donc l'autofinancement est égale à la CAF.

Section 03 : Analyse de la performance financière à travers les ratios

Il existe plusieurs ratios d'analyse de la performance, du fait que nous ne pouvons tous les utiliser dans notre étude, nous allons choisir les plus pertinents. A savoir, ceux qui sont liés à l'équilibre financier et la rentabilité de l'entreprise

3.1 Au niveau de la structure financière**3.1.1. Ratio de capacité d'endettement****Tableau N 15 : Ratios de capacité d'endettement pour 2013, 2014 et 2015**

Années	2013	2014	2015
Capitaux propres	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
DLMT	1 358 926 880,89	1 409 850 228,14	1 928 421 752,54
Endettement	10,05	09,47	06,39

Source : Elaboré par nous-mêmes

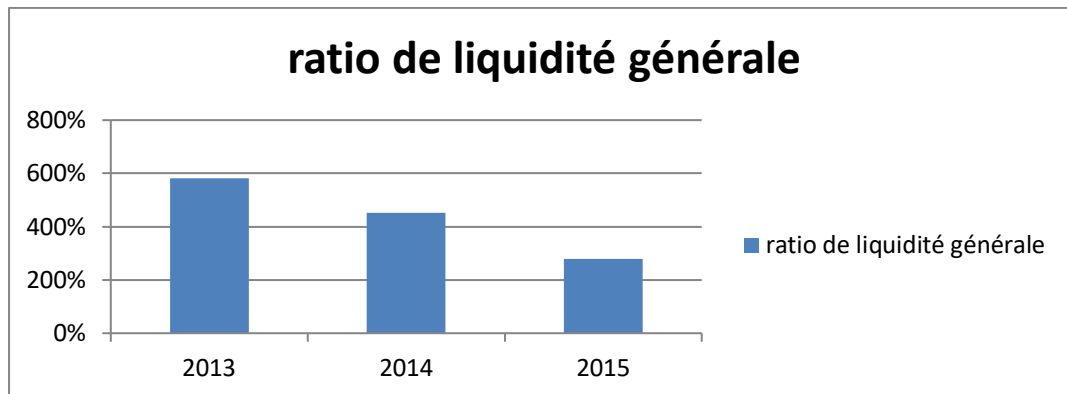
Le ratio de capacité d'endettement est supérieur à 1 durant les trois années, Cela signifie que les capitaux propres sont plus importants que les dettes financières. Donc l'entreprise a une grande capacité d'endettement.

3.1.2. Ratio de liquidité générale**Tableau N 16 : Ratios de liquidité générale pour 2013, 2014 et 2015**

Années	2013	2014	2015
Actif circulant	6 814 910 132,89	6 941 335 494,52	7 157 595 106,34
DCT	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
Liquidité générale	581 %	453 %	279 %

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 03 : Ratio de liquidité générale pour 2013, 2014 et 2015



Source : réalisé par nous-mêmes

D'après les résultats l'entreprise est capable de payer l'ensemble de ses dettes à court terme par ses actifs à court terme pour les trois années, ce qui traduit un équilibre financier à court terme.

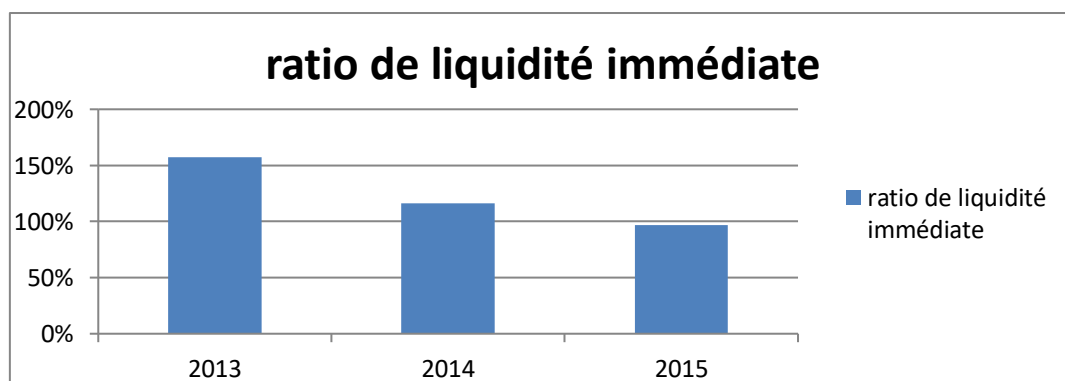
3.1.3. Ratio de liquidité immédiate

Tableau N 17 : Ratios de liquidité immédiate pour 2013, 2014 et 2015

Années	2013	2014	2015
VR + VD	1 848 893 581,9	1 777 772 642,7	2 488 688 541,6
DCT	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
Liquidité immédiate	157 %	116 %	97 %

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 04 : Ratios de liquidité immédiate pour 2013, 2014 et 2015



Source : Elaboré par nous-mêmes

Les valeurs réalisables et les disponibilités dont dispose l'entreprise sont arrivées à couvrir la totalité des dettes à court terme pour l'année 2013 et 2014 mais pas pour 2015.

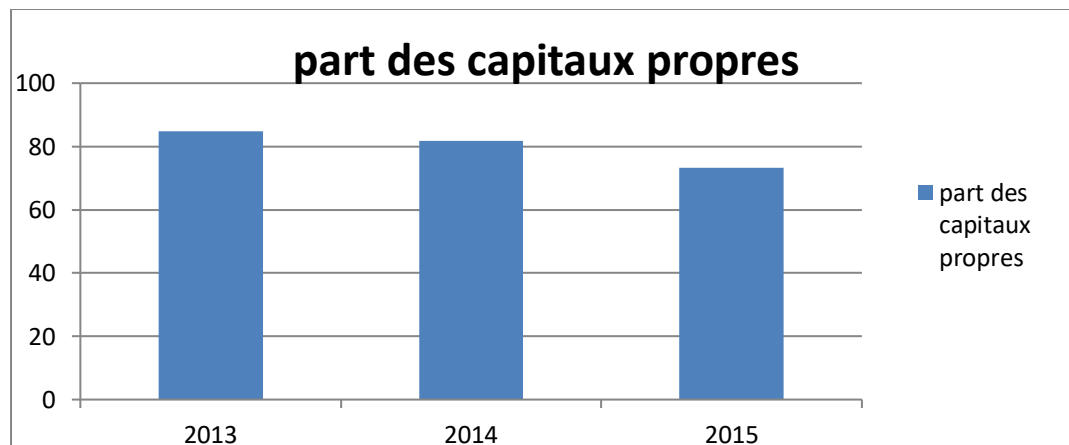
3.1.4. Ratio d'autonomie financière

Tableau N 18 : Ratios d'autonomie financière pour 2013, 2014 et 2015

Années	2013	2014	2015
Capitaux propres	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
Total actif	16 200 954 138,38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01
Autonomie financière	84,37 %	81,84 %	73,31 %

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 05 : Part des capitaux propres dans l'actif de l'ENIEM 2013, 2014 et 2015



Source : Elaboré par nous-mêmes

D'après les résultats obtenus, nous constatons que l'entreprise bénéficie d'une autonomie financière car les capitaux propres représentent plus de la moitié de l'actif donc l'entreprise n'a aucun risque de perdre son indépendance.

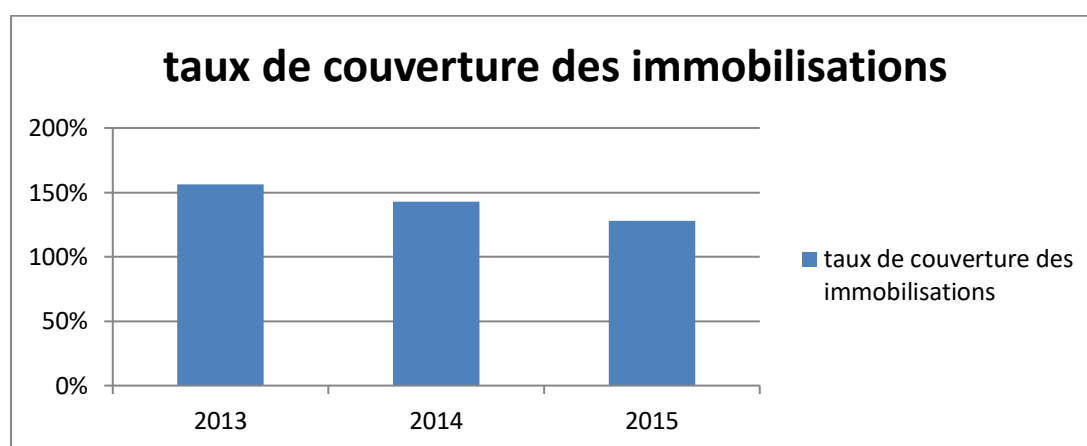
3.1.5. Taux de couvertures des immobilisations

Tableau N 19 : Taux de couverture des immobilisations pour 2013, 2014 et 2015

Années	2013	2014	2015
Capitaux propres	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
Actifs immobilisés	9 386 044 005,49	9 352 451 536,07	9 668 281 274,67
Taux de couverture immobilisations	156 %	143 %	128 %

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 06 : Taux de couverture des immobilisations par les capitaux propres



Source : Elaboré par nous-mêmes

Le ratio est positif pour les trois années, ce qui signifie que l'entreprise arrive à financer ses immobilisations par ses fonds propres (présence d'un fonds de roulement propre).

3.2. Ratios de rentabilité

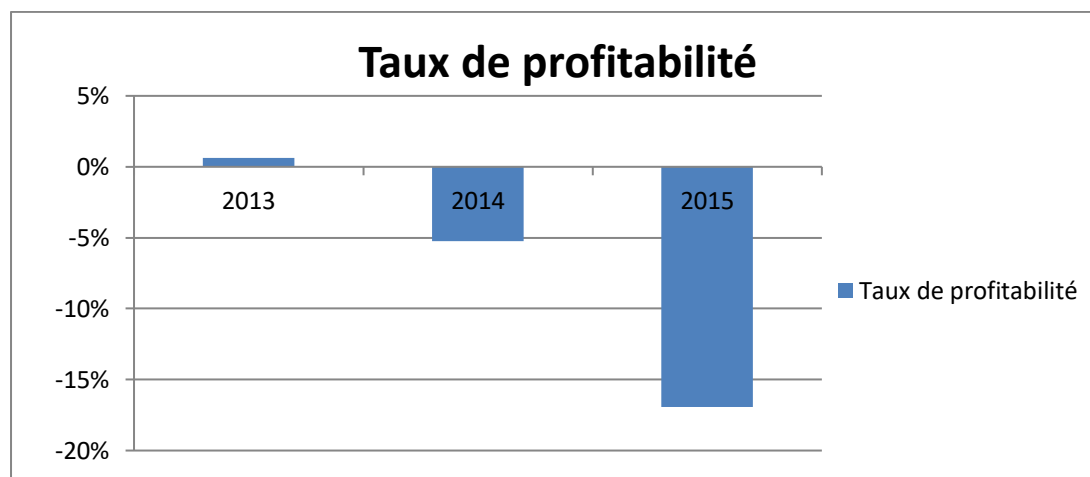
3.2.1. Ratio de profitabilité

Tableau N 20 : Ratio de profitabilité pour les exercices 2013, 2014 et 2015

Années	2013	2014	2015
Chiffre d'affaire	5 802 380 717,74	5 000 555 284,19	5 381 308 657,82
Résultat net	35 822 173,18	-263 195 494,16	-910 482 042,40
Taux de profitabilité	0,61 %	-05,26 %	-16,91 %

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 07 : Taux de profitabilité pour les exercices 2013, 2014 et 2015



Source : Elaboré par nous-mêmes

L'analyse de ce ratio montre que la profitabilité de l'ENIEM est légèrement positive pour 2013, et négative pour 2014 et 2015 avec une baisse continue au fil de ces trois années. Cela est dû au résultat net.

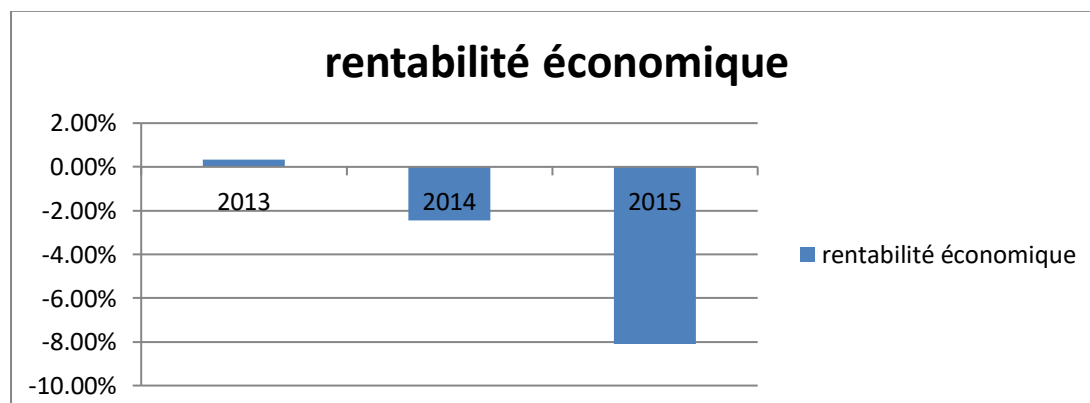
3.2.2 Taux de rentabilité économique

Tableau N 21 : Taux de rentabilité économique pour 2013, 2014 et 2015

Années	2013	2014	2015
Résultat d'exploitation	50 586 234,1	-360 666 631,37	-1 156 088 882,67
Capitaux durables	15 028 273 162,12	14 762 118 071,98	14 265 000 296,40
Rentabilité économique	0,33 %	-02,44 %	-08,10 %

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 08 : La rentabilité économique de l'ENIEM pour 2013, 2014 et 2015



Nous constatons que le ratio est faible en 2013 et ne cesse de diminuer jusqu'à ce qu'il soit négatif en 2014 et en 2015 ce qui signifie évidemment que l'ENIEM n'est pas rentable économiquement à cause des résultats net négatifs obtenus.

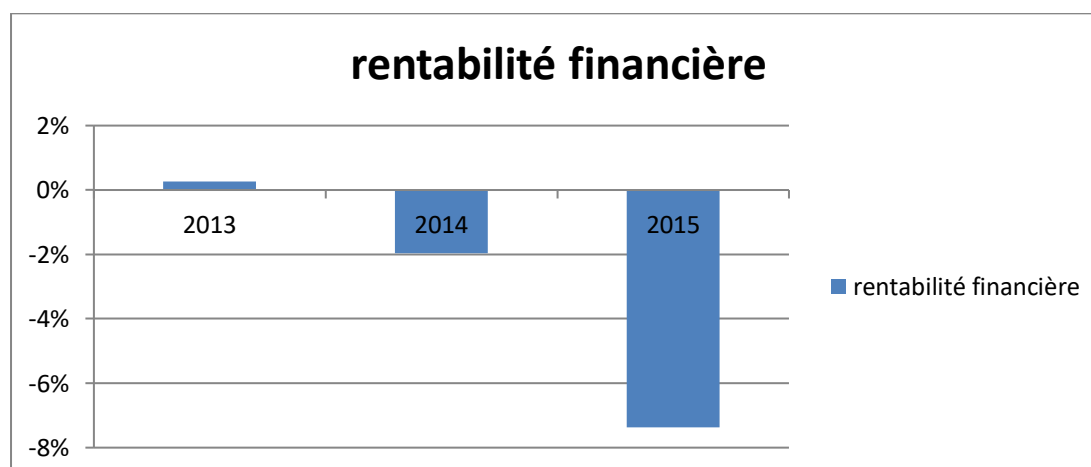
3.2.3. Taux de rentabilité financière

Tableau N 22 : Taux de rentabilité financière pour 2013, 2014 et 2015

Années	2013	2014	2015
Résultat net	35 822 173,18	-263 195 494,16	-910 482 042,40
Capitaux propres	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
Rentabilité financière	0,26 %	-01,97 %	-07,38

Source : Elaboré par nous-mêmes

Graphique N 09 : La rentabilité financière de l'ENIEM pour 2013, 2014 et 2015



Source : Elaboré par nous-mêmes

La rentabilité financière est légèrement positive en 2013, par contre en 2014 et 2015 nous constatons qu'elle s'est fortement dégradée avec un pourcentage négatif, ce qui est dû au résultat négatif.

Conclusion

Ce chapitre nous a permis d'exercer les outils de l'analyse financière sur l'entreprise ENIEM, Oued-Aissi, Tizi ouzou, ainsi faire un diagnostic sur sa santé financière pour enfin analyser sa performance. Ce qui nous a amené à constater une baisse continue du résultat, causée essentiellement par des charges importantes aggravées par la dévaluation du dinar par rapport à l'euro, monnaie avec laquelle l'ENIEM règle une grande partie de ses importations en matière première, ainsi que les indemnités des départs massifs en retraite.

Cette situation a rendue l'entreprise dépendante de sa banque, ce qui explique l'augmentation des dettes financières (Concours bancaire). Pour faire face à cette situation l'entreprise a augmenté les prix de ventes des produits, et elle a réduit la masse salariale (-10%) par le non remplacement des départs en retraite dans le but de rationaliser au mieux la gestion des ressources humaines, surtout que le projet de modernisation des réfrigérateurs n'étant pas encore réceptionné.

Afin d'améliorer son résultat, l'entreprise est appelé à mener des actions correctives. Nous lui recommandons ainsi de :

- Revoir ses coûts de production et valoriser ses produits avec des prix concurrentiels.
- Développer les compétences et la communication.
- Améliorer sa gestion des stocks de matières premières et produits finis.
- Revoir les délais de recouvrements des créances.
- Négocier avec les fournisseurs les délais de règlement, et éviter tout retard pouvant affecter la crédibilité de l'entreprise.

Conclusion générale

Conclusion générale

Notre travail aillant pour but l'appréciation de la performance de l'ENIEM à travers l'analyse financière, nous a permis d'une part, de voir comment s'effectue la démarche de l'analyse financière, et d'autre part, d'analyser tous les concepts liés à la performance, particulièrement la performance financière.

En effet, après avoir fait le tour du cadre théorique du diagnostic financier et de la performance des entreprise, nous avons procédé à une analyse financière critique de l'entreprise ENIEM afin d'évaluer sa performance financière. Cette analyse à portée sur l'évaluation de son activité à l'aide des paramètres et des ratios financiers, sur la base des données que nous avons tirées dans les états financiers fournis par la direction financière de l'ENIEM.

Le diagnostic financier établi sur les exercices 2013, 2014 et 2015 de l'ENIEM nous a permis de déduire que :

- l'ENIEM est en situation de solvabilité durant toute la période, c'est à dire qu'elle est capable de faire face à ses dettes par le total de ses actifs ;
- L'entreprise a réalisé son autonomie financière grâce à l'importance des capitaux propres qu'elle détient qui sont en mesure de couvrir ses dettes financières, notamment les emprunts bancaires. Ce qui signifie qu'elle est indépendante des financements extérieurs ;
- Elle gère convenablement ses liquidités, étant donné que le ratio de liquidité générale obtenu durant les trois exercices est supérieur à 1. Ce qui signifie que l'entreprise est capable d'honorer ses obligations à court terme (DCT) grâce à ses actifs circulants.

L'ENIEM a réalisé également un équilibre financier à long terme du fait que ses fonds de roulements sont positifs, et les (DLMT) ne représentent pas de valeurs importantes. Ce qui permet de dire qu'elle arrive à financer ses immobilisations grâce aux fonds propres qu'elle détient, de ce fait l'entreprise a réalisé son équilibre financier à long terme.

Contrairement à l'équilibre financier à court terme qui na pas été réalisé par l'entreprise, d'après les résultats obtenus par le calcul du besoin en fonds de roulement (BFR) qui a été positif pendant les trois exercices 2013, 2014 et 2015. C'est à dire que les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources d'exploitation. En d'autres

Conclusion générale

termes les dettes à court terme (DCT) n'arrive pas à financer les valeurs d'exploitation (VE) et les valeurs réalisables (VR).

Nous n'avons constaté par ailleurs que la valeur ajoutée (VA) créée par l'entreprise a connue une dégradation remarquable (1 953 MDA en 2013, 1 886 MDA en 2014, et 1 198 MDA en 2015), ce qui ne lui a pas permis de couvrir la totalité des frais de personnel et des impôts et taxes de l'exercice 2015 ce qui a donné lieu à une insuffisance brute d'exploitation (IBE). D'une manière générale, la description financière de l'entreprise permet de calculer de façon normale les différents ratios. Il ressort des résultats après évaluation que la plupart des ratios calculés ont subi une décroissance remarquable durant les trois exercices (2013, 2014, 2015), c'est le cas des ratios de rentabilité et de la capacité d'autofinancement. En parlant de rentabilité, l'entreprise est rentable durant l'exercice 2013 grâce au résultat d'exploitation et résultat net positif qu'elle a réalisé. Contrairement à la période (2014, 2015) où elle n'était pas rentable à cause de ses résultats défavorables, justifié principalement par l'augmentation des charges, notamment les frais de personnel engendrés par le départ massif des retraités, ainsi que le lancement de son nouveau projet d'amélioration des produits et la modernisation de ses unités de production, de ce fait elle n'a pas pu s'autofinancer.

Ainsi, grâce au diagnostic financier, nous avons pu faire une analyse de la performance de l'ENIEM. Nous pouvons donc affirmer notre première et deuxième hypothèse sur l'utilité de cet outil d'analyse pour la mesure de la performance d'une entreprise, il s'agit d'un outil simple d'utilisation et efficace dans ses résultats, même s'il ne donne qu'une vision partielle de la performance de l'entreprise, se limitant à la performance financière.

Enfin, nous pouvons dire que l'analyse de la performance financière n'est pas suffisante pour déterminer la performance d'une entreprise, ce qui confirme notre troisième hypothèse. Donc on ne peut se permettre de se limiter aux aspects financiers, mais plutôt prendre en considération tout les facteurs constituants (commercial, social, technologique ...) une performance globale de l'entreprise.

Bibliographie

Bibliographie

1/Les ouvrages et revues

1. BARRETTE JACQUES et JOCELYN BERARD, « *gestion de la performance : lier la stratégie aux opérations* », revue international de gestion, volume 24, numéro 4, hiver 2000.
2. BOURGUIGNON A, « *performance et contrôle de gestion* », Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit, ed.Economica, (2000).
3. BOYATIZIS, cite par A.PAYETTE « *l'efficacité des gestionnaires et des organisations* ».
4. CABY J et GERARD H, « *La création de valeur de l'entreprise* », édition ECONOMICA, Paris, 2001.
5. CHANDLER, « *organisation et performance des entreprise* », T, édition de l'organisation, 1992.
6. CHIHA.K, « *Finance d'entreprise* », édition HOUMA, Alger 2009.
7. CHIHA.K, « *gestion et stratégie financière 2^{ème} edition* », édition Houma, Alger, 2006.
8. COHEN ELIE, « *gestion financière de l'entreprise et développement financier* », Edition EDICEF, Canada, 1991.
9. Dov Ogien, « *Gestion financière de l'entreprise* », Donud, Paris, 2008.
10. GRANDE J-P, construire un système de mesure de la performance organisationnelle, département contrôle et pilotage des organisations, ESCP-EAP, Paris, 2012.
11. KALIKA MICHEL, « *structure d'entreprise, réalités, déterminants et performances* », Edition Economica, Paris, 1988.
12. LAHILLE Jean-Pierre, « *Analyse financière* », édition DUNOD, Paris, 2007.
13. LAHILLE JEAN PIERRE, « *l'analyse financière* », 2^{ème} edition, 2004.
14. Lebas M., « *performance : mesure et management. Faire face a un paradoxe* », groupe HEC, Paris, 1998.
15. LORINI PH, « *le contrôle de gestion stratégique* », Dunod, Paris, 1991.
16. Maadani Martine et Karim Saïd, « *Management et pilotage de la performance* », éd La hachette, Paris, 2009.
17. MACHESNAY, « *économie d'entreprise* », Eyrolles, 1991
18. MARION A, « *le diagnostic de l'entreprise : cadre méthodologique* », Economica, Paris, 1993.
19. MARTOTY B et CROZET D, « *gestion de ressource humaine, pilotage social et performance* », Dunod, 8^{ème} édition, Paris, 2013.
20. MEIER .O, « *DICO du manager* », Edition Dunod, Paris, 2009.

Bibliographie

21. MERCIER SAMUEL, « *une typologie de la formalisation de l'éthique en entreprise : l'analyse de contenu de 50 document* », papier recherche, FARGO/LATEC, Université de Bourgogne, 1998.
22. OTLEY D, (1991), performance management: a framework for management control system research, management accounting research.
23. PAUCHER Pierre, « *Mesure de la performance financière de l'entreprise* », Office des publications universitaires, Alger, 1993.
24. PAYETTE A, « *efficacité des gestionnaires et des organisations* ».édition EMS, 2011.
25. RAMAGE Pierre, « *Analyse et diagnostic financier* », éditions d'Organisation, Paris, 2001.
26. TEZENAS DU MONCEL, cite par Mohamed Bayed, « *performance sociale et performance économique dans les PME industrielles* », Annales du management, 1992.
27. VOYER Pierre, « *Tableau de bord de gestion et indicateurs de performance* », Presse de l'université du Québec, 1999, Québec.

2/ Mémoires et thèses

1. AIT MENGUELLET SALIM, mémoire de fin de cycle : master finance, « *le diagnostic financier comme outil d'évaluation de la performance cas de district com : NAFTAL Tizi-ouzou* », 2015, UMMTO, Algérie.
2. Ahmed Zaid m, « *contribution de la performance financière et performance sociale dans les entreprise publiques algériennes* », Algérie, 21-22 octobre 2011.
3. FALL Aminata, Mémoire de master, « *Evaluation de la performance financière d'une entreprise : cas de la SAR* », Centre africain d'études supérieures en gestion, 2014.
4. KIFAUCHE NACER et RAHMANI MENAD, mémoire de fin de cycle, master finance, « *Analyse de la performance financière d'une entreprise : cas de la SPA NAFTAL* », UMMTO, 2015, Algérie.

3/ Webographie

1. www.e-tohero.net_Z.M.F
2. https://www.memoireonline.com/05/12/5838/m_Analyse-de-la-performance-financiere-dune-entreprise-hteliere-Cas-de-lhtel-VIP-Palace.html

Liste des tableaux, schémas et graphes

Liste des tableaux, schémas et graphes

1/ Liste des tableaux

N°	Intitulé	page
01	Le bilan en grande masse	18
02	La structure du compte résultat	21
03	Récapitulatif de l'évolution de l'ENIEM	55
04	Emplois des bilans financiers	64
05	Ressources des bilans financiers	65
06	Emplois des bilans en grande masse	66
07	Ressources des bilans en grande masse	69
08	Calcul des fonds de roulement par le haut du bilan	71
09	Calcul des fonds de roulement par le bas du bilan	71
10	Calcul des besoins de fonds de roulement	72
11	Calcul de la trésorerie nette	73
12	Calcul des SIG	74
13	Elaboration de la CAF : méthode soustractive	76
14	Elaboration de la CAF : méthode additive	76
15	Ratios de capacité d'endettement	78
16	Ratios de liquidité générale	78
17	Ratios de liquidité immédiate	79
18	Ratios d'autonomie financière	80
19	Taux de couverture des immobilisations	81
20	Ratios de profitabilité	81
21	Ratios de rentabilité économique	82
22	Ratios de rentabilité financière	83

2/ Liste des schémas

N°	Intitulé	Page
01	Le principe d'analyse de la solvabilité	09
02	Le principe d'analyse de la performance	10
03	Schéma fondamental du bilan	13
04	Les mesures de la performance	36
05	Les critères de la performance	37
06	Activités de l'ENIEM	61
07	Organisation générale de l'ENIEM	62
08	Organisation de l'unité de prestation de l'ENIEM	63

Liste des tableaux, schémas et graphes

3/ Liste des graphes

N°	Intitulé	Page
01	Emplois des bilans en grande masse	66
02	Ressources des bilans en grande masse	69
03	Ratios de liquidité générale	79
04	Ratios de liquidité immédiate	79
05	Part des capitaux propres dans l'actif	80
06	Taux de couverture des immobilisations par les capitaux propres	81
07	Taux de profitabilité	82
08	Taux de rentabilité économique	82
09	Taux de rentabilité financière	83

Annexes

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN
Exercice clos le 31/12/2013
ACTIF

N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2013	Montant Net au 31/12/2012
	<u>ACTIF NON COURANT</u>					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	13 563 505,17	3 510 341,00	971 262,94
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 091 654,45	3 064 575,00	525 496,94
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 352 651 851,53	11 170 627 328,74	8 182 024 522,79	8 282 288 610,85
211	Terrains		5 291 900 857,00		5 291 900 857,00	5 291 900 857,00
212	Agencements et aménagements de terrain		34 819 579,59	28 608 279,73	6 211 299,86	8 329 519,07
213	Batiments		7 705 834 263,58	5 026 836 822,36	2 678 997 441,22	2 879 874 853,23
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6 079 239 309,11	5 891 211 438,62	188 027 870,49	84 301 599,67
218	Autres immobilisations corporelles		240 857 842,25	223 970 788,03	16 887 054,22	17 881 781,88
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		47 470 660,60		47 470 660,60	131 636 904,46
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres Immobilisations financières		602 514 004,04	0,00	602 514 004,04	415 441 768,16
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		602 514 004,04	0,00	602 514 004,04	415 441 768,16
275	Dépôts et cautionnements versés		37 369 134,53		37 369 134,53	29 756 778,35
276	Autres créances immobilisées		565 144 869,51		565 144 869,51	385 684 989,81
133	Impôts différés actif		65 524 477,06		65 524 477,06	120 467 047,48
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 556 234 839,40	12 170 190 833,91	9 386 044 005,49	9 435 805 593,89
	<u>ACTIF COURANT</u>					
3	<u>Stocks et encours</u>		5 096 162 911,66	130 146 360,68	4 966 016 550,98	4 842 828 300,94
30	Stocks de marchandises		18 825 793,37		18 825 793,37	1 538 021,02
31	Matières premières et fournitures		1 833 179 462,37	75 233 511,59	1 757 945 950,78	1 790 817 909,79
321	Fournitures consommables		436 106 294,03	22 770 478,20	413 335 815,83	335 571 741,65
322	Matières consommables		51 158 151,42	1 644 815,93	49 513 335,49	50 677 083,78
331	Produits en cours		320 508 490,54		320 508 490,54	240 458 546,27
351	Produits intermédiaires		50 121 500,67	14 178 914,96	35 942 585,71	29 953 028,69
355	Produits finis		2 339 445 680,70	16 318 640,00	2 323 127 040,70	2 147 987 735,01
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 235 898,59		2 235 898,59	1 476 169,22
37	Stocks à l'extérieur		44 581 639,97		44 581 639,97	244 348 065,51
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		2 202 740 478,44	591 867 671,78	1 610 872 806,66	1 465 939 714,08
	<u>Créances clients</u>		1 333 946 159,86	396 210 686,13	937 735 473,73	911 867 464,38
411	Clients		922 306 777,25		922 306 777,25	894 924 869,11
413	Clients, effets à recevoir		15 428 696,48		15 428 696,48	16 942 595,27
416	Clients douteux		396 210 686,13	396 210 686,13	0,00	
	<u>Autres débiteurs</u>		755 898 878,96	195 656 985,65	560 241 893,31	501 712 587,69
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		300 340 910,15	124 428 484,06	175 912 426,09	135 404 260,27
45	Groupe et associés		454 736 366,96	71 228 501,59	383 507 865,37	366 299 160,77
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		821 601,85		821 601,85	
486	Charges constatées d'avances				0,00	9 166,65
44	Impôts et assimilés		112 895 439,62	0,00	112 895 439,62	52 359 662,01
444	Etat, impôts sur les résultats		112 895 439,62		112 895 439,62	52 238 561,59
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				0,00	121 100,42
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00	0,00
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		238 020 775,25	0,00	238 020 775,25	643 719 513,66
	<u>Placements autres actifs financiers courants</u>		0,00	0,00	0,00	0,00
	<u>Trésorerie</u>		238 020 775,25	0,00	238 020 775,25	643 719 513,66
51	Banque, établissements financiers et assimilés		237 439 231,25		237 439 231,25	643 302 789,66
53	Caisse		571 544,00		571 544,00	406 724,00
54	Régies d'avances et accreditifs		10 000,00		10 000,00	10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 536 924 165,35	722 014 032,46	6 814 910 132,89	6 952 487 528,68
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 093 159 004,75	12 892 204 866,37	16 200 954 138,38	16 388 293 122,57

16 200 954 138,38

0,00

16 388 293 122,57

0,00

BILAN

Exercice clos le 31/12/2013

PASSIF				
N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
101	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		2 834 731 337,69	895 012 054,47
102	Autres fonds propres			1 939 719 283,22
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		270 150 057,49	206 544 059,70
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglémentée)		270 150 057,49	206 544 059,70
105	Écart de réévaluation		141 023 109,51	143 248 155,34
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		35 822 173,18	60 696 275,56
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		107 819 603,36	96 251 302,55
110	Résultat en instance d'affectation			59 494 722,23
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		107 819 603,36	36 756 580,32
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 669 346 281,23	13 621 271 130,84
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		762 441 995,69	790 932 399,05
16	Emprunts et dettes assimilés		762 441 995,69	790 932 399,05
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		144 411 123,90	127 410 728,79
134	Impôts différés passif		144 411 123,90	127 410 728,79
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		452 073 761,30	748 374 095,97
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		423 177 160,26	717 411 315,61
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations			
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		19 506 856,12	18 952 380,12
131	Subventions d'équipement		8 755 687,13	12 010 400,24
132	Autres subventions d'investissements		634 057,79	
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 358 926 880,89	1 666 717 223,81
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		522 731 922,48	508 662 696,18
401	Fournisseurs de stocks et services		458 748 168,72	449 147 168,60
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 263 479,19	15 115 051,87
408	Fournisseurs factures non parvenues		48 071 020,83	43 751 221,97
	Impôts		219 651 448,60	23 816 581,78
444	Etat, impôts sur les résultats			
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		199 172 925,16	23 812 312,78
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		20 478 523,44	4 269,00
	Autres dettes		320 928 383,00	208 895 952,43
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		3 849 972,05	5 844 117,24
42	Personnel et comptes rattachés		124 048 796,98	35 404 106,98
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		152 191 455,06	126 662 436,05
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		26 739 690,82	23 523 269,09
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques			4 073,02
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		5 682 208,12	
46	Débiteurs divers et créiteurs divers			9 030 399,28
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		8 416 259,97	8 427 550,77
	Trésorerie passif		109 369 222,18	358 929 537,53
519	Concours bancaires courants		83 333 333,32	333 333 333,34
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26 035 888,86	25 596 204,19
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 172 680 976,26	1 100 304 767,92
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 200 954 138,38	16 388 293 122,57

16 200 954 138,38
0,00

16 388 293 122,57
0,00

ENIEM SOCIETE MERE
COMPTE DE RESULTATS (Par nature)
Période du 01/01/2013 au 31/12/2013

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
70	Ventes et produits annexes		5 802 380 717,74	5 795 966 678,49
72	Variation stocks produits finis et en cours		341 151 846,81	-36 672 548,33
73	Production immobilisée		4 019 856,99	1 930 424,23
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		6 147 552 421,54	5 761 224 554,39
60	Achats consommés		3 948 383 222,41	3 774 894 947,40
	Services extérieurs et autres consommations		245 937 012,72	221 063 186,83
61	Services extérieurs		76 709 968,26	75 655 333,95
62	Autres services extérieurs		169 227 044,46	145 407 852,88
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		4 194 320 235,13	3 995 958 134,23
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 953 232 186,41	1 765 266 420,16
63	Charges de personnels		1 584 579 284,29	1 439 806 562,67
64	Impôts, taxes et versements assimilés		101 689 288,36	95 402 054,70
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		266 963 613,76	230 057 802,79
75	Autre produits opérationnels		109 078 506,59	147 182 948,42
65	Autres charges opérationnelles		415 443 656,62	230 435 480,68
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		272 860 382,85	266 167 324,40
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		362 848 153,22	187 262 734,01
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		50 586 234,10	67 900 680,14
76	Produits financiers		21 389 116,09	24 465 531,72
66	Charges financières		41 536 193,68	33 153 755,02
	VI - RESULTAT FINANCIER		-20 147 077,59	-8 688 223,30
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		30 439 156,51	59 212 456,84
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-5 383 016,67	-1 483 818,72
692	Imposition différée actif		-4 977 316,76	-1 078 118,81
693	Imposition différée passif		-405 699,91	-405 699,91
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 640 868 197,44	6 120 135 768,54
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 605 046 024,26	6 059 439 492,98
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		35 822 173,18	60 696 275,56
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		35 822 173,18	60 696 275,56
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE

BILAN Exercice clos le 31 / 12 / 2014

ACTIF						
N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2014	Montant Net au 31/12/2013
	<u>ACTIF NON COURANT</u>					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	13 951 180,17	3 122 666,00	3 510 341,00
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 479 329,45	2 676 900,00	3 064 575,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 361 168 133,62	11 294 099 128,35	8 067 069 005,27	8 182 024 522,79
211	Terrains		5 291 199 040,00		5 291 199 040,00	5 291 900 857,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7 068 543,51	6 096 926,02	971 617,49	6 211 299,86
213	Batiments		7 735 194 562,45	5 248 577 350,19	2 486 617 212,26	2 678 997 441,22
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6 085 283 605,69	5 830 293 367,09	254 990 238,60	188 027 870,49
218	Autres immobilisations corporelles		242 422 381,97	209 131 485,05	33 290 896,92	16 887 054,22
22	Immobilisations en concession		0,00		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		76 488 291,25		76 488 291,25	47 470 660,60
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres Immobilisations financières		590 108 057,34		590 108 057,34	602 514 004,04
	Autres titres immobilisés		0,00		0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		590 108 057,34		590 108 057,34	602 514 004,04
275	Dépôts et cautionnements versés		25 083 901,92		25 083 901,92	37 369 134,53
276	Autres créances immobilisées		565 024 155,42		565 024 155,42	565 144 869,51
133	Impôts différés actif		130 663 516,21		130 663 516,21	65 524 477,06
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 646 501 844,59	12 294 050 308,52	9 352 451 536,07	9 386 044 005,49
	<u>ACTIF COURANT</u>					
3	<u>Stocks et encours</u>		5 247 632 931,38	84 070 079,64	5 163 562 851,74	4 966 016 550,98
30	Stocks de marchandises		37 216 216,80		37 216 216,80	18 825 793,37
31	Matières premières et fournitures		1 291 448 612,50	28 669 257,86	1 262 779 354,64	1 757 945 950,78
321	Fournitures consommables		432 329 493,78	38 647 502,99	393 681 990,79	413 335 815,83
322	Matières consommables		50 391 954,81	2 574 403,83	47 817 550,98	49 513 335,49
331	Produits en cours		318 806 810,88		318 806 810,88	320 508 490,54
351	Produits intermédiaires		28 445 490,19	14 178 914,96	14 266 575,23	35 942 585,71
355	Produits finis		3 000 486 998,66		3 000 486 998,66	2 323 127 040,70
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 648 778,95		2 648 778,95	2 235 898,59
37	Stocks à l'exterieur		85 858 574,81		85 858 574,81	44 581 639,97
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		2 138 767 172,89	599 133 256,72	1 539 633 916,17	1 610 872 806,66
	<u>Créances clients</u>		1 200 979 923,96	403 476 271,07	797 503 652,89	937 735 473,73
411	Clients		788 298 320,60		788 298 320,60	922 306 777,25
413	Clients, effets à recevoir		9 205 332,29		9 205 332,29	15 428 696,48
416	Clients douteux		403 476 271,07	403 476 271,07	0,00	0,00
	Autres débiteurs		797 511 714,73	195 656 985,65	601 854 729,08	560 241 893,31
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		352 775 347,77	124 428 484,06	228 346 863,71	175 912 426,09
45	Groupe et associés		444 736 366,96	71 228 501,59	373 507 865,37	383 507 865,37
46	Débiteurs divers et créditeurs divers				0,00	821 601,85
44	Impôts et assimilés		140 275 534,20		140 275 534,20	112 895 439,62
444	Etat, impôts sur les résultats		140 275 534,20		140 275 534,20	112 895 439,62
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00		0,00	0,00
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		238 138 726,61		238 138 726,61	238 020 775,25
	Placements autres actifs financiers courants		0,00		0,00	0,00
	Trésorerie		238 138 726,61		238 138 726,61	238 020 775,25
51	Banque, établissements financiers et assimilés		237 512 449,61		237 512 449,61	237 439 231,25
53	Caisse		616 277,00		616 277,00	571 544,00
54	Régies d'avances et accreditifs		10 000,00		10 000,00	10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 624 538 830,88	683 203 336,36	6 941 335 494,52	6 814 910 132,89
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 271 040 675,47	12 977 253 644,88	16 293 787 030,59	16 200 954 138,38

16 293 787 030,59 16 200 954 138,38
0,00 0,00

ENIEM SOCIETE MERE

BILAN Exercice clos le 31 / 12 / 2014

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2014	Montants au 31/12/2013
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
101	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
1011	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		2 834 731 337,69	2 834 731 337,69
102	Autres fonds propres			
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285 632 230,67	270 150 057,49
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglémentée)		285 632 230,67	270 150 057,49
105	Écart de réévaluation		138 799 574,48	141 023 109,51
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-263 195 494,16	35 822 173,18
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		76 500 195,16	107 819 603,36
110	Résultat en instance d'affectation			
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		76 500 195,16	107 819 603,36
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 352 267 843,84	13 669 346 281,23
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		938 951 592,33	762 441 995,69
16	Emprunts et dettes assimilés		938 951 592,33	762 441 995,69
	Impôts (différés et provisionnés)		124 371 279,81	144 411 123,90
134	Impôts différés passif		124 371 279,81	144 411 123,90
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		346 527 356,00	452 073 761,30
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		315 269 590,07	423 177 160,26
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		23 578 772,74	19 506 856,12
131	Subventions d'équipement		7 575 658,82	8 755 687,13
132	Autres subventions d'investissements		103 334,37	634 057,79
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 409 850 228,14	1 358 926 880,89
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		420 176 296,29	522 731 922,48
401	Fournisseurs de stocks et services		370 471 885,59	458 748 168,72
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 676 674,99	15 263 479,19
408	Fournisseurs factures non parvenues		33 378 481,97	48 071 020,83
	Impôts		92 793 673,96	219 651 448,60
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		92 786 471,96	199 172 925,16
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		7 202,00	20 478 523,44
	Autres dettes		341 105 634,50	320 928 383,00
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		4 415 629,36	3 849 972,05
42	Personnel et comptes rattachés		225 208 135,88	124 048 796,98
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		62 424 568,71	152 191 455,06
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		36 791 415,24	26 739 690,82
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques		4 190 474,01	0,00
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		7 548 067,55	5 682 208,12
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		462 540,17	0,00
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		64 803,58	8 416 259,97
	Trésorerie passif		677 593 353,86	109 369 222,18
519	Concours bancaires courants		650 000 000,00	83 333 333,32
518	Banque, établissements financiers et assimilés		27 593 353,86	26 035 888,86
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 531 668 958,61	1 172 680 976,26
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 293 787 030,59	16 200 954 138,38

16 293 787 030,59

0,00

16 200 954 138,38

0,00

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)**Période du 01/01/2014 au 31/12/2014**

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2014	Montants au 31/12/2013
70	Ventes et produits annexes		5 000 555 284,19	5 802 380 717,74
72	Variation stocks produits finis et en cours		739 773 884,53	341 151 846,81
73	Production immobilisée		1 930 379,06	4 019 856,99
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 742 259 547,78	6 147 552 421,54
60	Achats consommés		3 641 809 442,01	3 948 383 222,41
	Services extérieurs et autres consommations		213 757 953,83	245 937 012,72
61	Services extérieurs		66 272 358,88	76 709 968,26
62	Autres services extérieurs		147 485 594,95	169 227 044,46
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3 855 567 395,84	4 194 320 235,13
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 886 692 151,94	1 953 232 186,41
63	Charges de personnels		1 656 834 450,53	1 584 579 284,29
64	Impôts, taxes et versements assimilés		77 602 200,79	101 689 288,36
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		152 255 500,62	266 963 613,76
75	Autre produits opérationnels		67 046 293,43	109 078 506,59
65	Autres charges opérationnelles		494 126 951,44	415 443 656,62
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		390 123 035,86	272 860 382,85
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		304 281 561,88	362 848 153,22
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-360 666 631,37	50 586 234,10
76	Produits financiers		34 130 064,48	21 389 116,09
66	Charges financières		49 217 905,09	41 536 193,68
	VI - RESULTAT FINANCIER		-15 087 840,61	-20 147 077,59
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-375 754 471,98	30 439 156,51
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires			
698	Autres impôts sur les résultats			
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-112 558 977,82	-5 383 016,67
692	Imposition différée actif		-112 558 977,82	-4 977 316,76
693	Imposition différée passif			-405 699,91
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 147 717 467,57	6 640 868 197,44
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 410 912 961,73	6 605 046 024,26
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-263 195 494,16	35 822 173,18
77	Eléments extraordinaires (produits)			
67	Eléments extraordinaires (charges)			
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-263 195 494,16	35 822 173,18
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

ENIEM SOCIETE MERE
BILAN
Exercice clos le 31/12/2015

ACTIF

N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2015	Montant Net au 31/12/2014
	<u>ACTIF NON COURANT</u>					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	14 313 980,17	2 759 866,00	3 122 666,00
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 842 129,45	2 314 100,00	2 676 900,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 489 500 532,90	11 500 781 497,62	7 988 719 035,28	8 067 069 005,27
211	Terrains		5 291 199 040,00		5 291 199 040,00	5 291 199 040,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7 068 543,51	6 276 301,02	792 242,49	971 617,49
213	Batiments		7 741 572 124,45	5 448 674 947,77	2 292 897 176,68	2 486 617 212,26
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6 195 365 624,34	5 825 127 550,62	370 238 073,72	254 990 238,60
218	Autres immobilisations corporelles		254 295 200,60	220 702 698,21	33 592 502,39	33 290 896,92
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		198 376 121,81		198 376 121,81	76 488 291,25
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres Immobilisations financières		590 231 254,64	0,00	590 231 254,64	590 108 057,34
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		590 231 254,64	0,00	590 231 254,64	590 108 057,34
275	Dépôts et cautionnements versés		25 207 099,22		25 207 099,22	25 083 901,92
276	Autres créances immobilisées		565 024 155,42		565 024 155,42	565 024 155,42
133	Impôts différés actif		403 194 996,94		403 194 996,94	130 663 516,21
	TOTAL ACTIF NON COURANT		22 169 376 752,46	12 501 095 477,79	9 668 281 274,67	9 352 451 536,07
	<u>ACTIF COURANT</u>					
3	<u>Stocks et encours</u>		4 779 348 475,44	110 441 910,70	4 668 906 564,74	5 163 562 851,74
30	Stocks de marchandises		22 495 268,56		22 495 268,56	37 216 216,80
31	Matières premières et fournitures		1 285 949 462,17	43 391 123,42	1 242 558 338,75	1 262 779 354,64
321	Fournitures consommables		404 507 090,29	34 079 684,86	370 427 405,43	393 681 990,79
322	Matières consommables		54 235 914,18	1 976 091,06	52 259 823,12	47 817 550,98
331	Produits en cours		342 920 119,35		342 920 119,35	318 806 810,88
351	Produits intermédiaires		27 692 592,98	14 178 914,96	13 513 678,02	14 266 575,23
355	Produits finis		2 599 449 582,23	16 816 096,40	2 582 633 485,83	3 000 486 998,66
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 858 992,30		2 858 992,30	2 648 778,95
37	Stocks à l'exterieur		39 239 453,38		39 239 453,38	85 858 574,81
38	Achats stockés					
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		2 678 750 067,64	595 694 656,11	2 083 055 411,53	1 539 633 916,17
	<u>Créances clients</u>		1 461 444 766,98	400 037 670,46	1 061 407 096,52	797 503 652,89
411	Clients		1 061 407 096,52		1 061 407 096,52	788 298 320,60
413	Clients, effets à recevoir					9 205 332,29
416	Clients douteux		400 037 670,46	400 037 670,46	0,00	
	<u>Autres débiteurs</u>		941 424 929,33	195 656 985,65	745 767 943,68	601 854 729,08
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		464 150 374,60	124 428 484,06	339 721 890,54	228 346 863,71
42	Personnel et comptes rattachés		7 324 181,68		7 324 181,68	
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		266 986,62		266 986,62	
45	Groupe et associés		464 685 366,96	71 228 501,59	393 456 865,37	373 507 865,37
46	Débiteurs divers et créiteurs divers		4 967 644,47		4 967 644,47	
486	Charges constatées d'avances		30 375,00		30 375,00	
44	Impôts et assimilés		275 880 371,33	0,00	275 880 371,33	140 275 534,20
444	Etat, impôts sur les résultats		159 446 881,11		159 446 881,11	140 275 534,20
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		116 433 490,22		116 433 490,22	
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés					
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00	0,00
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		405 633 130,07	0,00	405 633 130,07	238 138 726,61
	<u>Placements autres actifs financiers courants</u>		0,00	0,00	0,00	0,00
	<u>Trésorerie</u>		405 633 130,07	0,00	405 633 130,07	238 138 726,61
51	Banque, établissements financiers et assimilés		405 033 148,07		405 033 148,07	237 512 449,61
52	Instruments financiers dérivés					
53	Caisse		599 982,00		599 982,00	616 277,00
54	Régies d'avances et accreditifs					10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 863 731 673,15	706 136 566,81	7 157 595 106,34	6 941 335 494,52
	TOTAL GENERAL ACTIF		30 033 108 425,61	13 207 232 044,60	16 825 876 381,01	16 293 787 030,59

16 825 876 381,01 16 293 787 030,59
0,00 0,00

ENIEM SOCIETE MERE

BILAN

Exercice clos le 31/12/2015

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2015	Montants au 31/12/2014
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
101	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
1011	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		2 834 731 337,69	2 834 731 337,69
102	Autres fonds propres			
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285 632 230,67	285 632 230,67
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglementée)		285 632 230,67	285 632 230,67
105	Écart de réévaluation		137 475 497,97	138 799 574,48
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-910 482 042,40	-263 195 494,16
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		-290 578 480,07	76 500 195,16
110	Résultat en instance d'affectation		-263 195 494,16	
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		-27 382 985,91	76 500 195,16
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		12 336 578 543,86	13 352 267 843,84
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		1 315 461 188,98	938 951 592,33
16	Emprunts et dettes assimilés		1 315 461 188,98	938 951 592,33
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		109 778 089,05	124 371 279,81
134	Impôts différés passif		109 778 089,05	124 371 279,81
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		503 182 474,51	346 527 356,00
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		463 499 464,52	315 269 590,07
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations			
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		33 063 276,27	23 578 772,74
131	Subventions d'équipement		6 619 733,72	7 575 658,82
132	Autres subventions d'investissements			103 334,37
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 928 421 752,54	1 409 850 228,14
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		551 702 773,70	420 176 296,29
401	Fournisseurs de stocks et services		429 840 224,45	370 471 885,59
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		18 249 096,92	15 676 674,99
405	Fournisseurs d'immobilisations, effets à payer			
408	Fournisseurs factures non parvenues		102 964 198,59	33 378 481,97
	Impôts		217 372 607,10	92 793 673,96
444	Etat, impôts sur les résultats			
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		214 474 025,10	92 786 471,96
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		2 898 582,00	7 202,00
	Autres dettes		401 032 701,01	341 105 634,50
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		2 248 474,85	4 415 629,36
509	Vers. restant à effect.sur val.mobilières de placement non libérées			
42	Personnel et comptes rattachés		302 161 961,51	225 208 135,88
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		44 614 274,57	62 424 568,71
441	Etat, et autres collect. publiques, subventions à recevoir			
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		25 317 874,68	36 791 415,24
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques			4 190 474,01
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		8 068 755,40	7 548 067,55
45	Groupe et associés		18 479 000,00	
46	Débiteurs divers et créditeurs divers			462 540,17
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		142 360,00	64 803,58
	Trésorerie passif		1 390 768 002,80	677 593 353,86
519	Concours bancaires courants		1 364 000 000,00	650 000 000,00
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26 768 002,80	27 593 353,86
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		2 560 876 084,61	1 531 668 958,61
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 825 876 381,01	16 293 787 030,59

16 825 876 381,01
0,0016 293 787 030,59
0,00

ENIEM SOCIETE MERE
COMPTE DE RESULTATS (Par nature)
Période du 01/01/2015 au 31/12/2015

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2015	Montants au 31/12/2014
70	Ventes et produits annexes		5 381 308 657,82	5 000 555 284,19
72	Variation stocks produits finis et en cours		-288 790 988,80	739 773 884,53
73	Production immobilisée		8 313 643,89	1 930 379,06
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 100 831 312,91	5 742 259 547,78
60	Achats consommés		3 704 299 351,00	3 641 809 442,01
	Services extérieurs et autres consommations		197 742 135,40	213 757 953,83
61	Services extérieurs		89 140 384,21	66 272 358,88
62	Autres services extérieurs		108 601 751,19	147 485 594,95
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3 902 041 486,40	3 855 567 395,84
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 198 789 826,51	1 886 692 151,94
63	Charges de personnels		1 488 238 339,33	1 656 834 450,53
64	Impôts, taxes et versements assimilés		90 310 243,16	77 602 200,79
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-379 758 755,98	152 255 500,62
75	Autre produits opérationnels		69 169 979,62	67 046 293,43
65	Autres charges opérationnelles		430 957 821,27	494 126 951,44
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		700 093 329,28	390 123 035,86
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		285 551 044,24	304 281 561,88
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-1 156 088 882,67	-360 666 631,37
76	Produits financiers		67 754 834,93	34 130 064,48
66	Charges financières		123 964 554,75	49 217 905,09
	VI - RESULTAT FINANCIER		-56 209 719,82	-15 087 840,61
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-1 212 298 602,49	-375 754 471,98
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-301 816 560,09	-112 558 977,82
692	Imposition différée actif		-301 816 560,09	-112 558 977,82
693	Imposition différée passif			
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		5 523 307 171,70	6 147 717 467,57
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 433 789 214,10	6 410 912 961,73
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-910 482 042,40	-263 195 494,16
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-910 482 042,40	-263 195 494,16
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Sommaire

Abréviations

Introduction générale01

Chapitre I : Diagnostic financier04

Introduction05

Section 01 : Généralités sur l'analyse financière06

1.1. Définitions06

1.1.1. Diagnostic financier.....06

1.1.2. Analyse financière06

1.2. Processus du diagnostic.....07

1.2.1. La préparation du diagnostic.....07

1.2.2. La collecte d'information07

1.2.3. L'analyse des informations07

1.2.4. Les propositions.....07

1.3. Les objectifs08

1.3.1. L'évaluation de la rentabilité08

1.3.2. L'appréciation de la solvabilité ou de l'équilibre financier.....08

1.3.3. L'appréciation des performances financières09

1.3.4. L'autonomie financière.....10

1.3.5. La flexibilité financière.....11

Section 02 : Analyse et diagnostic à partir des états financiers12

2.1. A partir du bilan12

2.1.1. Objectif.....12

2.1.2. Le bilan comptable.....12

2.1.3. Passage du bilan comptable au bilan financier : retraitement.....13

Table des matières

2.1.3.1. Retraitement des postes du passif.....	13
2.1.3.2. Retraitement des postes de l'actif.....	14
2.1.4. Le bilan financier	15
2.1.4.1. Utilité du bilan financier	15
2.1.4.2. Structure du bilan financier	16
2.1.5. Indices d'équilibre.....	18
2.1.5.1. Equilibre financier à long terme : (FR).....	18
2.1.5.2. Equilibre financier à court terme : (BFR).....	19
2.1.5.3. Equilibre financier immédiat : (T).....	19
2.2. A partir du compte résultat	20
2.2.1. Définition du compte de résultat.....	20
2.2.2. Les soldes intermédiaires de gestion.....	21
2.2.2.1. La marge commerciale	21
2.2.2.2. La production de l'exercice (PE).....	21
2.2.2.3. La valeur ajoutée (VA).....	21
2.2.2.4. L'excédent brut d'exploitation (EBE).....	21
2.2.2.5. Le résultat d'exploitation.....	22
2.2.2.6. Le résultat financier.....	22
2.2.2.7. Le résultat courant.....	22
2.2.2.8. Le résultat exceptionnel.....	23
2.2.2.9. Le résultat net d'exercice.....	23
2.2.3. La capacité d'autofinancement (CAF).....	23
Section 03 : Le diagnostic à travers les ratios	27
3.1. Au niveau de la structure financière	27
3.1.1. Ratios d'endettement	27
3.1.2. Ratios de financement des immobilisations.....	28
3.1.3. Ratio d'autonomie financière	28

Table des matières

3.1.4. Ratio de liquidité générale	28
3.1.5. Ratio de liquidité immédiate	28
3.1.6. Ratio d'indépendance globale de financement	29
3.1.7. Part des banques dans l'endettement financier	29
3.1.8. Part de la trésorerie passive dans l'endettement financier	29
3.1.9. Ratio de financement du besoin de financement global	29
3.1.10. Ratio de couverture stable de capitaux engagés	30
3.2. Ratios d'appréciation de la gestion	30
3.2.1. Ratios de structures productives	30
3.2.2. Le résultat net	31
3.2.3. Taux d'excédent brut d'exploitation	31
Conclusion	32
Chapitre II : Notions et caractéristiques de la performance	33
Introduction	34
Section 01 : Concept de la performance de l'entreprise	35
1.1. Généralités et historique de la performance	35
1.2. Les critères de la performance	37
1.2.1. La notion d'efficacité	38
1.2.2. La notion d'efficience	38
1.2.3. La pertinence	38
Section 02 : Typologie de la performance	39
2.1. La performance économique	39
2.2. La performance sociale	39
2.3. La performance humaine	39
2.4. La performance managériale	40
2.5. La performance organisationnelle	40
2.6. La performance sociétale	40

Table des matières

2.7. La performance stratégique	41
2.8. La performance commerciale.....	41
2.9. La performance technologique.....	41
2.10. La performance financière.....	42
Section 03 : La performance financière.....	42
3.1. Notion de performance financière	42
3.2. Indicateurs de la performance financière.....	42
3.2.1. Caractéristiques d'un bon indicateur.....	42
3.2.2. La rentabilité.....	43
3.2.2.1. Le taux de rentabilité économique.....	43
3.2.2.2. Le taux de rentabilité financière.....	44
3.2.3. La solvabilité.....	45
3.2.4. L'autofinancement.....	47
3.3. Les déterminants de la performance financière	48
3.3.1. La politique financière de l'entreprise.....	48
3.3.2. La création de valeur	48
3.4. Appréciation de la performance financière.....	49
Conclusion.....	50
Chapitre III : Cas pratique : l'ENIEM.....	51
Introduction.....	52
Section 01 : Présentation et organisation de l'ENIEM.....	53
1.1. Présentation générale de l'ENIEM.....	53
1.1.1. Création de l'ENIEM.....	53
1.1.2. Evolution de l'ENIEM.....	53
1.1.3. Le capital social et le patrimoine de l'entreprise.....	54
1.1.4. Tableau récapitulatif de l'évolution de l'ENIEM.....	55
1.1.5. Missions et objectifs de l'ENIEM.....	56

Table des matières

1.1.5.1. Missions de l'ENIEM.....	56
1.1.5.2. Objectifs de l'ENIEM.....	56
1.1.6. La position de l'ENIEM sur le marché et sa politique qualité...	57
1.1.6.1. Sur le marché local.....	57
1.1.6.2. Sur le marché extérieur.....	57
1.1.6.3. La politique qualité.....	57
1.2. Organisation de l'ENIEM.....	58
1.2.1. La direction générale.....	58
1.2.2. Les unités de l'ENIEM.....	59
1.2.2.1. Les unités de production.....	59
1.2.2.2. Unité commerciale	61
1.2.2.3. Unité prestations techniques.....	61
1.2.3. L'organigramme général de l'ENIEM.....	62
1.2.4. Organigramme de l'unité prestation technique	63
Section 02 : Diagnostic financier de l'activité à partir des états financiers.....	64
2.1. A partir des bilans financiers	64
2.1.1. Bilans financiers des années 2013, 2014 et 2015.....	64
2.1.2. Structure et interprétation des bilans en grandes masses pour 2013, 2014 et 2015.....	66
2.1.3. Analyse de l'équilibre financier.....	70
2.1.3.1. L'équilibre financier à long terme.....	70
2.1.3.2. L'équilibre financier à court terme.....	72
2.1.3.3. La trésorerie nette.....	73
2.2. A partir des comptes de résultat.....	73
2.2.1. Présentation et interprétation des soldes intermédiaires de gestion.....	74
2.2.2. Calcul de la capacité d'autofinancement	76

Table des matières

Section 03 : Analyse de la performance financière de l'ENIEM à travers les ratios.....	78
3.1. Au niveau de la structure financière	78
3.1.1. Ratio de la capacité d'endettement.....	78
3.1.2. Ratio de liquidité générale.....	78
3.1.3. Ratio de liquidité immédiate.....	79
3.1.4. Ratio de l'autonomie financière.....	80
3.1.5. Taux de couverture des immobilisations.....	81
3.2. Ratios de rentabilité.....	81
3.2.1. Taux de profitabilité.....	81
3.2.2. Taux de rentabilité économique.....	82
3.2.3. Taux de rentabilité financière	83
Conclusion	84
Conclusion générale.....	85
Bibliographie.....	88
Liste des tableaux, schémas et graphes.....	91
Annexes.....	94
Table des matières	104